

RESTAURER LES ÉVÊCHÉS ET FALSIFIER LA DOCUMENTATION EN ESPAGNE

LA SUPPRESSION DU DIOCÈSE DE SIMANCAS (974) ET L'ÉGLISE CATHÉDRALE D'ASTORGA *

par

Thomas DESWARTE

Aux ix^e et x^e siècles, les rois asturiens puis léonais, qui associent étroitement les évêques à leur gouvernement, accompagnent leurs conquêtes territoriales d'une politique systématique de restauration, voire de création d'évêchés¹. Or, en 974, à la mort du second évêque de Simancas, plusieurs évêques et grands laïcs demandent au roi Ramire III (966-984) de supprimer ce diocèse récemment fondé par Ordoño III (950-956). Ces événements sont connus par un diplôme royal de 974 (1012 de l'ère espagnole), adressé à l'évêque Gonzalo d'Astorga. Il en existe deux versions (*B* et *C*), transcrites sur deux parchemins toujours conservés aux Archives de la cathédrale d'Astorga, malgré la destruction d'une bonne partie de leur documentation par les troupes anglaises en 1814² : le *bausillus* Ramire et sa tante Elvira président une grande assemblée, qui décide de restituer Simancas au siège de León et la moitié (version *B*, document ζ du stemma *infra*, p. 84) ou la totalité (version *C*, document ε du stemma) des églises du Campo de Toro au siège d'Astorga³.

Un autre diplôme royal, daté de 934 (972 de l'ère) et lui aussi conservé dans ces mêmes archives, nous rapporte des faits similaires (document β du stemma). Dans cet acte, Ramire II (930-950) rappelle la donation par Ramire I^{er} (842-850) à l'évêque Novidius d'Astorga des églises de Bragança, Aliste, Sanabria, Tibres, Caldelas, Caurel, Quiroga et Iurres (Valdeorras), sa confirmation par Ordoño I^{er} (850-866) et la création d'un évêché à Simancas ; ensuite, avec l'accord de sa tante, la reine Elvira, des évêques et des grands laïcs, il soumet Simancas au siège de León et restitue à l'évêché d'Astorga les églises du Campo de Toro et celles précédemment données par Ramire I^{er}.

* Ce travail a été présenté lors de la session de DEA organisée à Poitiers, en février 2002, par le Centre d'études supérieures de civilisation médiévale de Poitiers. Je remercie vivement Michel Zimmermann (université de Versailles/Saint-Quentin) et Patrick Henriët (université de Paris IV - Sorbonne) pour leur relecture de cet article et leurs utiles conseils.

1. Peter LINEHAN, *History and the historians of medieval Spain*, Oxford, 1993, p. 119.

2. Claudio SÁNCHEZ ALBORNOZ, « Un viaje a los Archivos Catedrales del Norte », *Anuario de Historia del Derecho Español*, t. 6, 1929, p. 581.

3. Voir la carte de la région (p. 92) et les pièces justificatives n° 1 et 2 éditées *infra* (p. 101-105), qui proposent une nouvelle transcription plus fidèle et plus complète des actes étudiés.

Ces trois documents posent de sérieux problèmes d'authenticité diplomatique et de sincérité historique, notamment parce qu'ils donnent des dates différentes à des événements rigoureusement identiques – la création puis la suppression de l'évêché de Simancas. En fait, le millésime de l'acte de 934 est aberrant : le siège de Simancas n'a pu être fondé sous Ramire I^{er}, puisqu'il n'est pas mentionné dans la liste des évêchés rapportée par la *Chronique d'Albelda*, rédigée en 881-883 ⁴. Ce diplôme royal date donc plus vraisemblablement de l'année 974, sous la régence d'Elvira (966-975) et les évêques de Rosende d'Iria (969-977), Erménegilde de Lugo (951-985), Théodemire de Dumio (972-977), Gonzalo d'Astorga (973-992) et Sisnande de León (973-981) ⁵. Cette nouvelle datation, qui apparaît d'ailleurs dans une copie tardive du même diplôme ⁶, ne perturbe en rien l'identification des rois, dont la numérotation doit juste être modifiée : le donateur initial, Ramire I^{er}, devient Ramire II, le fondateur de l'évêché de Simancas, Ordoño I^{er}, est en fait Ordoño III, tandis que l'auteur du diplôme, Ramire II, n'est autre que Ramire III.

Ces trois actes demeurent cependant inconciliables : les deux diplômes du 29 juillet 974 contiennent une partie des décisions de l'acte du 17 janvier 934/[974], mais oublient une de ses clauses – la restitution à Astorga des églises de Bragança, Aliste, Sanabria, Tibres, Caldelas, Caurel, Quiroga et Iurres ; par ailleurs, cette restitution de territoires situés à l'ouest du diocèse d'Astorga n'a logiquement aucun rapport avec la suppression du siège de Simancas, sis à près de quatre-vingt-dix kilomètres à l'est de Zamora, non loin du Duero. Le diplôme de 934/[974] est unanimement considéré comme faux, tandis que les avis divergent pour l'acte de 974 : la version *B* est, selon C. Sánchez Albornoz, un acte original ⁷ ou, selon A. Quintana Prieto, une copie, peut-être réalisée à partir de documents authentiques, mais qui demeure suspecte ⁸ ; D. Mansilla ne reconnaît même aucune sincérité historique à cette documentation et, logiquement, conteste l'existence du diocèse de Simancas au x^e siècle ⁹.

Pourtant, ces documents ont incontestablement en commun plusieurs données, comme la création par Ordoño III d'un siège épiscopal à Simancas et sa suppression par Ramire III. Surtout, notre analyse de la copie *B* de l'acte du 29 juillet 974 confirme la réalité historique de cette restauration et la sincérité historique de ce diplôme royal de suppression du diocèse de Siman-

4. Chronique d'Albelda, éd. et trad. J. L. MORALEJO, J. GIL FERNÁNDEZ et J. I. RUIZ DE LA PEÑA, *Crónicas asturianas*, Oviedo, 1985, p. 151-188, § XII.

5. Sauf mention contraire, nous datons les évêques grâce aux *Listas episcopales medievales* d'Antonio Ubieto Arteta (2 vol., Zaragoza, 1989).

6. *Colección documental de la catedral de Astorga*, t. 1 (646-1126) et 2 (1126-1299), éd. Gregoria CAVERO DOMÍNGUEZ, Encarnación MARTÍN LÓPEZ, León, 1999-2000 (Fuentes y Estudios de Historia Leonesa, 77-78) [désormais cité : *Colección Astorga*], 1, n° 128.

7. Claudio SÁNCHEZ ALBORNOZ, « El obispado de Simancas », dans *Miscelanea de estudios históricos*, León, 1970, p. 381-404.

8. Augusto QUINTANA PRIETO, *El obispado de Astorga en los siglos IX y X*, Astorga, 1968, p. 13-14 et 432-434. Opinion reprise par Manuel LUCAS ÁLVAREZ, dans *El Reino de León en la Alta Edad Media*, vol. 8 : *Cancillerías reales astur-leonesas (718-1072)*, León, 1995 (Fuentes y Estudios de Historia Leonesa, 57), R1-248, 251 et 252.

9. Demetrio MANSILLA, *Geografía eclesiástica de España : estudio histórico-geográfico de las diócesis*, t. 1, Roma, 1994, p. 44-45.

cas. Ainsi, les restaurations et les suppressions de diocèses obéissent en partie à des logiques politiques, parfois difficiles à concilier avec la fidélité à la structure ecclésiastique héritée de l'époque wisigothique.

Or, cette copie authentique contredit sur de nombreux points la version *C* de ce même diplôme et, surtout, le pseudo-original (ou original du faux) de 934/[974]. Selon C. Sánchez Albornoz, A. Quintana Prieto et, surtout, D. Mansilla, ces actes sont écrits et falsifiés au tournant des *xⁱ* et *xii^e* siècles à Astorga, afin de défendre les frontières du diocèse contre les prétentions des sièges voisins de Salamanque-Zamora, León, Braga et Orense ¹⁰. Qui plus est, cette entreprise de falsification peut être étendue à deux autres diplômes : un diplôme d'Ordoño III, octroyé en 954 à un évêque Diego (document γ du stemma) et un diplôme du roi Ordoño (956 ?), à un évêque Tendemundus ¹¹. Les faussaires forgent certainement un autre pseudo-original lui aussi daté de 934, actuellement connu par une copie du *xvii^e* siècle (document α du stemma) et qui recopie textuellement le dispositif, la clause comminatoire et l'eschatocole du diplôme royal de 934/[974] ¹².

Ces faux engendrent logiquement une grande confusion dans la documentation conservée, remplie de contradictions chronologiques et juridiques. Pourtant, ce désordre apparent cache une entreprise de falsification consciente et cohérente, qui culmine avec le pseudo-original de 934/[974].

Les diplômes royaux de 974 (versions *B* et *C*) ¹³

Les deux actes datés de 974 sont des copies, car leur écriture est postérieure au *x^e* siècle. Ainsi, la version *B* est écrite en minuscule wisigothique, comme en témoignent notamment les « g » ouverts et les abréviations finales de « us » et de « ue » au moyen d'un « s » suscrit. Cet acte a donc été copié après l'an mil, quand la minuscule commence à véritablement s'imposer, par exemple dans les chartes de León et de Sahagún (à la chancellerie royale à partir de Vermude III), avant de l'emporter au milieu du *xr^e* siècle ¹⁴.

Un *terminus post quem* similaire peut être fixé pour la datation de l'écriture de la version *C*, car sa cursive comporte deux abréviations « françaises » par lettre suscrite : *suprafati* (l. 6) et *primiclerus* (souscriptions) ; or, les premières influences « françaises » dans les chartes de León et de Sahagún datent des années 1030/1040 ¹⁵. En outre, le scribe de *C* copie la version *B*

10. Id., « Simancas », dans *Diccionario de Historia eclesiástica de España*, Q. ALDEA VAQUERO, T. MARÍN MARTÍNEZ, J. VIVES GATELL dirs., t. IV, Madrid, 1975, p. 2480 ; *Geografía eclesiástica de España*, op. cit., p. 41-45 et 55.

11. *Colección Astorga*, 1, n° 76 et 83 (reg. M. LUCAS ÁLVAREZ, *Cancillerías reales*, op. cit., R1-217 et 226).

12. Copie de 1613 par Jerônimo Chirivoga : Madrid, Archivo Histórico Nacional, ms 1195 B, fol. 396v-397 ; *Colección Astorga*, 1, n° 40.

13. Pièce justificative n° 2.

14. A. MILLARES CARLO, J. M. RUIZ ASENCIO, *Tratado de paleografía española*, t. 1, Madrid, 1983³, p. 161 et 164-165 ; Pilar BLANCO LOZANO, *Colección diplomática de Fernando I (1037-1065)*, León, 1987, p. 22-23 ; Andrés GAMBRA, *Alfonso VI : cancellería, curia e imperio*, 2 vol., León, 1997-1998 (Fuentes y Estudios de Historia Leonesa, 62-63), 1, p. 126-127.

15. *Ibid.*, p. 126-127 et 130-137. La caroline n'apparaît à la chancellerie royale qu'à partir des années 1080.

Stemma de l’élaboration du pseudo-original de 934/[974]

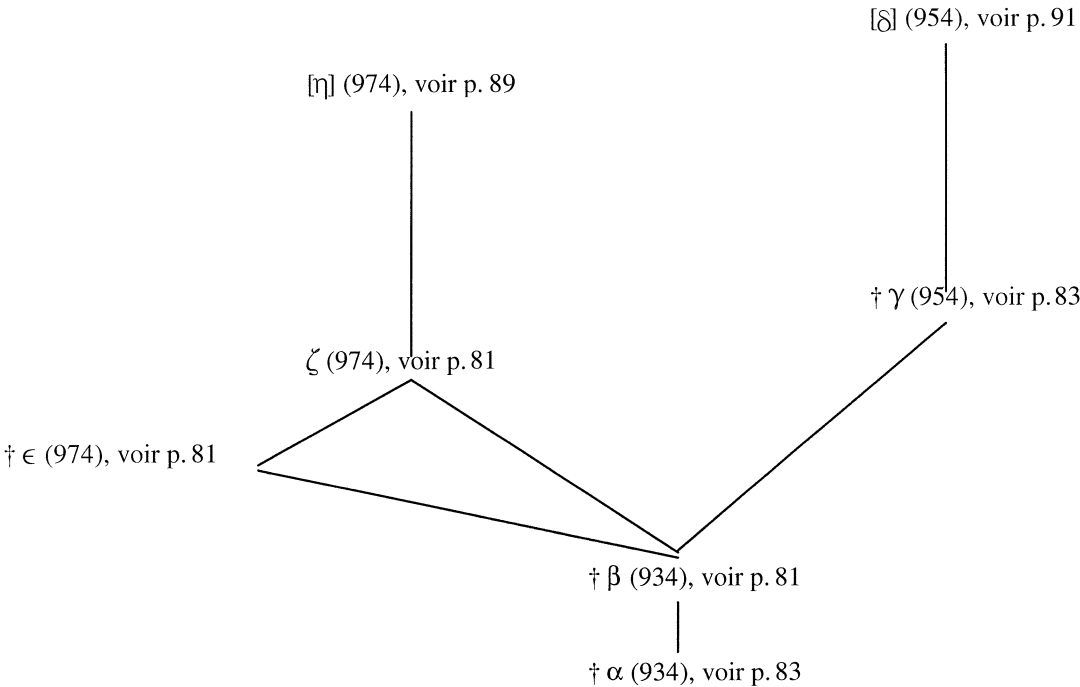
Date de rédaction des actes

950

954

974

1102



N.B. : La date entre parenthèses est celle officiellement attribuée à l’acte ; le sigle \dagger désigne un faux.

puisque, comme l'ont remarqué C. Sánchez Albornoz et A. Quintana Prieto¹⁶, il améliore fréquemment la grammaire et l'orthographe de *B*, simplifie les diphtongues « æ » en « e » et transforme le titre de *bausillus*, qu'il ne comprend plus, en *pusillus*, adjectif parfois utilisé pour qualifier le roi dans les préceptes¹⁷.

La version *B* semble bien être la copie figurée d'un diplôme original perdu, qui supprimait l'évêché de Simancas en 974. En effet, le vocabulaire et la structure diplomatique de cet acte, avec chrisme, invocation, suscription, adresse, notification, *narratio*, dispositif et eschatocole, sont conformes aux usages de l'époque. Son invocation trinitaire apparaît elle-même dans une donation de Ramire II à l'abbaye de Sahagún, en 944¹⁸, tandis que la notification *ambiguum quidem esse non potest* est utilisée dans une charte de 943¹⁹. En outre, les diverses dispositions de la clause comminatoire apparaissent dans des chartes contemporaines : l'expression *vivens suis a fronte careat lucernis* est par exemple utilisée dans un acte de 904²⁰ ; un diplôme de Ramire III, daté de 976, contient la clause comminatoire *qui talia egerit in primis videns suis a fronte careat lucernis ignibusque ultricibus cremetur cum opibus suis adque in diem examinationis cum tartareis lugeat penis*²¹ ; de même, une charte d'Astorga de 1022 menace *in primis vivens suis ad* (sic) *fronte careant quae ultricibus crematur cunctibus suis ad in die examinationis cum tartareis lugeat penis et non habeat parte cum Domino nisi cum Juda proditore*²² ; enfin, la phrase *cum Juda Domini traditore abeat participium in perpetuum ad damnationem* apparaît en 889²³, et l'expression de *picea gehenna* en 907²⁴.

Le second dispositif est tout à fait plausible car la nature de la concession est classique : est restituée au siège d'Astorga la moitié des *decaneae* du Campo de Toro, c'est-à-dire des circonscriptions au sein desquelles l'évêque

16. A. QUINTANA PRIETO, M. C. CABERO DOMÍNGUEZ, *Catalogo de los pergaminos que se custodian en el Archivo Diocesano de Astorga, pertenecientes a distintos fondos documentales*, Astorga, 1986.

17. Par exemple dans la donation par Ordoño III à l'évêque Sisnande de Santiago du comté de Ventosa (952), éd. Manuel LUCAS ÁLVAREZ, *La documentación del Tumbo A de la catedral de Santiago de Compostela : estudio y edición*, León, 1997 (Fuentes y Estudios de Historia Leonesa, 64), n° 44.

18. Donation par Ramire II à l'abbaye de Sahagún de la villa de Pozolos (944), éd. José María MÍNGUEZ FERNÁNDEZ, *Colección diplomática del monasterio de Sahagún (857-1230)*, vol. 1 (857-999), León, 1977 (Fuentes y Estudios de Historia Leonesa, 17), n° 93 : *In nomine sancte et individue Trinitatis Pater et Filius videlicet et Spiritus Sanctus, qui est unus et verus Deus in Trinitate permanens quo eternus universitatis creator mundi rector omnipotens dominus*.

19. Testament d'Olimundus et Ildoara en faveur de l'abbaye de Sahagún (943), *ibid.*, n° 87.

20. Donation par Alphonse III à l'abbaye de Sahagún du monastère San Félix (904), *ibid.*, n° 7.

21. Confirmation par Ramire III du testament d'Ansur à l'abbaye de Sahagún (976), *ibid.*, n° 284.

22. Donation par Olide Vermúdez et son épouse Mayor au monastère Santa Marta de Tera (1022), éd. *Colección Astorga*, 1, n° 233.

23. Donation par le prêtre Beatus à l'église San Salvador de Arnoya (889), éd. Emilio SÁEZ, Carlos SÁEZ, *Colección diplomática del monasterio de Celanova (842-1230)*, vol. 1 (842-942), Madrid, 1996 (Galicia, 1), n° 7.

24. Donation par Alphonse III au monastère San Pedro de la Nave (907), *ibid.*, n° 9.

exercera l'autorité publique « de sorte que tous ces moines et toutes les populations accourent à votre ordre » (*Ita ut omnes ipsi monachi seu et populi ad vestram concurrant hordinationem*). Certes, cette région dépend ecclésiastiquement du diocèse de Zamora depuis sa création au milieu du x^e siècle²⁵ jusqu'à sa disparition en 986. Cependant, la *decanea* désigne ici non pas une circonscription ecclésiastique, mais une circonscription administrative²⁶, dont le roi peut concéder le gouvernement à l'instar du *commisus*²⁷. Une telle circonscription peut contenir un monastère²⁸ ou bien simplement dépendre d'une institution ecclésiastique ; elle désigne alors les territoires qui relèvent de son administration civile dans le cadre de l'immunité. Ce sens perdure longtemps, par exemple dans la confirmation faite par Alphonse VII, en 1126, au monastère de Sahagún de la *decania* de Cofiñal²⁹. Après l'avoir confié à l'évêque de Simancas, le roi peut donc parfaitement restituer, en 974, au siège d'Astorga le gouvernement civil de la moitié de ces *decanae*, qui continuent par ailleurs à relever de la juridiction ecclésiastique de l'évêque de Zamora.

Le titre de *bausillus*, dont l'orthographe est certainement déformée par le copiste, ne semble pas non plus interpolé. Certes, ce qualificatif de *basileus* demeure très rarement utilisé à l'époque³⁰, alors que, depuis le règne d'Ordoño II, celui d'*imperator* est parfois appliqué au roi de León³¹. Il apparaît pourtant dans un autre diplôme, quand Ramire III confirme le 1^{er} mai 974 une propriété à l'abbaye de Sahagún à l'occasion d'un procès : dans cette charte, Ramire, accompagné de sa tante, la *basilea* Elvira, est

25. Manuel CARRIEDO TEJEDO, « El obispado de Salamanca en la primera mitad del siglo x », *Archivos Leoneses*, t. 49, 1995, p. 159-165.

26. Carlos BALIÑAS PÉREZ, *Do mito á realidade : a definición social e territorial de Galicia na Alta Idade Media (séculos VIII-IX)*, Santiago de Compostela, 1992, p. 326.

27. Concession par Ramire II à Fruela Gutiérrez du gouvernement du *commisus* de Celdelas et de diverses *decanae* (942), éd. E. SÁEZ, C. SÁEZ, *Colección diplomática del monasterio de Celanova*, 1, *op. cit.*, n° 73 : *Per hujus preceptionis nostre serenitatis hordinamus tibi ad imperandum [...] commissum de Celdelas, sic quomodo illum obtinuit pater tuus sive et Arias Menendiz, medietate de Laure et Carioga, et in Buwale decanea de Tredones et alia decanea ibi in Buwale* (reg. M. LUCAS ÁLVAREZ, *Cancillertas reales*, *op. cit.*, R1-188).

28. Donation par Ordoño I^{er} à l'évêché de León d'une église, d'une basilique et d'une *decania* (860), éd. E. SÁEZ, *Colección documental del archivo de la catedral de León (775-1230)*, vol. 1 (775-952), León, 1987 (Fuentes y Estudios de Historia Leonesa, 41), n° 2 : *Adicimus etiam aliam basilicam Sancte Marie, et sub ea aliam decaniam ubi est monasterius Sancti Martini, juxta amne Aliere nomine, in villa Sauceta* (reg. M. LUCAS ÁLVAREZ, *Cancillertas reales*, *op. cit.*, R1-21).

29. Éd. José A. FERNÁNDEZ FLÓREZ, *Colección diplomática del monasterio de Sahagún*, *op. cit.*, vol. 4 (1110-1199), León, 1991 (Fuentes y Estudios de Historia Leonesa, 38), n° 1227 : *Ut infra istos terminos illa decania sit tuta et segura, regia auctoritate et perhenni libertate ; ita ut nullus homo, nulla potestas, nullus sago, nec de rege, nec de comite, nec de aliqua potestate, ausus sit intrare infra ipsos terminos supradictos, pro nulla causa*.

30. Voir les diplômes royaux authentiques de Ramire III, éd. E. SÁEZ, C. SÁEZ, *Colección documental del archivo de la catedral de León*, *op. cit.*, vol. 2 (953-985), León, 1990 (Fuentes y Estudios de Historia Leonesa, 42), n° 442, 453, 461 et 482 ; éd. J. M. MÍNGUEZ FERNÁNDEZ, *Colección diplomática del monasterio de Sahagún*, 1, *op. cit.*, n° 261, 262, 265, 284, 286, 287, 290, 293 et 313.

31. Amancio ISLA FREZ, *Realezas hispánicas del año mil*, A Coruña, 1999 (Galicia medieval. Estudios, 6). Thomas DESWARTE, *De la destruction à la restauration : l'idéologie du royaume d'Oviedo-León (VIII^e-XI^e siècles)*, Turnhout, 2003, p. 195-205.

qualifié de « *Flavius*, grand prince, *basileus* oint »³². Or, ce diplôme diffère profondément de celui d'Astorga par sa structure diplomatique, son vocabulaire, son destinataire et son objet. En outre, il ne semble pas avoir été falsifié, contrairement à l'opinion de J. M. Mínguez Fernández. Ce dernier a bien remarqué que l'affaire ici traitée et les personnes mentionnées ne sont pas anachroniques. En outre, la liste des souscripteurs ne reproduit pas textuellement celle d'une autre donation royale à Sahagún, le 18 janvier 977³³, puisque, par exemple, Gonzalo de León n'apparaît pas dans l'acte de 974. Par ailleurs, les formules diplomatiques sont tout à fait classiques, comme la mention d'une grande assemblée royale (*in conventu principis [...] et cunctorum magnatorum episcoporum domo Theodemiro et domno Gundisalvo, et sedentibus cunctus populus*) ; ainsi, en 976, les roi est entouré de « tous les évêques, abbés [...] comtes et grands du palais » afin de confirmer un testament au profit du monastère de Sahagún³⁴. Quant à la demande orale faite par un certain Tajón au roi (*misericordiam peto domne, vestras queso prebete aures, nostras audite querimonias*), elle apparaît fréquemment lors de ces procès royaux : en 985, l'évêque Savaricus de León demande au souverain de lui restituer des *villae* usurpées par des comtes, en déclarant : *Tu domine mi rex, audiat me clementia vestra et adjuvante pietas et misericordia vestra*³⁵. L'hypothèse d'une interpolation du titre de *basileus* dans ces deux documents, authentiques, dissemblables et écrits dans deux *scriptoria* différents, Astorga et Sahagún, est donc improbable ; *basileus* appartient bien à la version originale de ces deux chartes royales de 974.

Par ailleurs, dans l'acte de suppression du diocèse de Simancas, les évêques présents, à savoir Rosende d'Iria, Erménegilde de Lugo, Diego d'Orense (971-977), Théodemire de Dumio, Gonzalo d'Astorga et Sisnande de León, sont tous contemporains de l'année 974. L'existence des deux prélats de Simancas mentionnés dans le préambule est elle aussi confirmée par d'autres documents authentiques. En effet, contrairement à l'opinion de

32. Ramire III confirme à l'abbaye de Sahagún la propriété de biens donnés antérieurement par le prêtre Lubila et réclamés à la mort de ce dernier par son frère Tajón (974), éd. J. M. MÍNGUEZ FERNÁNDEZ, *Colección diplomática del monasterio de Sahagún*, 1, *op. cit.*, n° 276 : *Ranimirus Flavius princeps magnus basileus unctus in regno fultus in hanc scriptura manu mea confirmo. Giloria Deo dicata et basilea regis amita hanc agnitionem a me est confirmata* (reg. M. LUCAS ÁLVAREZ, *Cancillerías reales*, *op. cit.*, R1-249).

33. Donation par Ramire III du monastère San Andrés de León à l'abbaye de Sahagún (977), *ibid.*, n° 286.

34. Confirmation par Ramire III du testament de son *servus*, Ansur, en faveur de Sahagún, *ibid.*, n° 284 : *Igitur post omnia factum sicut est supertaxatum tunc perrexi ego Felices abba cum collegio fratrum in presencia domni nostri principi sumi domni Ramiri vel gloriosa mater ejus domnisima Tarasia Christi ancilla ubi erant congregati omnes aepiscopus, abbates qui et subter rovoraturi sunt et cum eos omnes comitibus adque cunctarum magnati palacii in cives Neumanzie. [...] Illi vero misericordia admoti et de Domini timore repleti contractaverunt illum bene una cum pontifices et magnatis omnibus et elegerunt sane, ordinaverunt. [...] Ego Ranimirus nutu divinus et in regno fultus una cum genitor mea jam noninata sive cum consensu omnium aepiscoporum....*

35. Vermude II donne à l'évêque de León différentes *villae* dans le Tierra de Campos, qui appartenaient à l'Église de León et avaient été occupées par des comtes (985), éd. E. SÁEZ, C. SÁEZ, *Colección documental del archivo de la catedral de León*, 2, *op. cit.*, n° 508 (reg. M. LUCAS ÁLVAREZ, *Cancillerías reales*, *op. cit.*, R1-273).

D. Mansilla ³⁶, ce diocèse est attesté à partir de 950 ³⁷, quand son premier prélat, *Ilderredus de Septimanca*, participe à une assemblée réunie par Ramire II ³⁸ ; en 953, *Ilderredus* souscrit une charte de donation des églises de Salamanque faite par Ordoño III à l'évêque de León ³⁹, afin de dédommager ce dernier – selon C. Sánchez Albornoz – de la perte territoriale causée par la création de Simancas. M. Carriedo Tejedo suppose que cette création de Simancas participe d'une « réorganisation des trois diocèses frontaliers de la *meseta* » par Ramire II, avec la suppression du siège de Palencia, son transfert à Simancas, et la dissociation des deux sièges de Zamora et Salamanque ⁴⁰. Au total, la seule erreur chronologique du diplôme de 974 est d'attribuer la création de l'évêché de Simancas à Ordoño III et non à Ramire II, qui l'institua peu de temps avant sa mort en 950.

Afin de conférer à cette nouveauté la caution du passé, le nouvel évêque de Simancas rattache à l'occasion son église à celle de Ségovie ⁴¹. Cependant, la plupart du temps, sa titulature fait uniquement référence à sa ville de résidence, notamment lorsqu'il souscrit en 963 une donation privée à Sahagún ⁴². Son successeur, Teodisclus, délivre en 969 une donation à l'abbaye de Sahagún ⁴³. Pourtant, la documentation postérieure ne comporte plus aucune référence à cet évêché ; sa disparition ou sa suppression en 974 est donc tout à fait possible. Elle est d'ailleurs confirmée par un autre diplôme de suppression de l'évêché de Simancas, profondément falsifié mais radicalement différent des documents d'Astorga ⁴⁴ ; il est rédigé par les clercs

36. D. MANSILLA, *Geografía eclesiástica de España*, op. cit., p. 44-45.

37. Manuel CARRIEDO TEJEDO, « El concilio de León del año 950, presidido por Ramiro II », *Tierras de León*, t. 93-94, 1993-1994.

38. Donation par Odoño Vermúdez au monastère de Celanova d'une terre, dont une assemblée présidée par Ramire II lui avait reconnu la propriété (982), éd. E. SÁEZ, C. SÁEZ, *Colección diplomática del monasterio de Celanova*, op. cit., vol. 2 (943-988), Madrid, 2000 (Galicia, 2), n° 191 (reg. M. LUCAS ÁLVAREZ, *Cancillerías reales*, op. cit., R2-128).

39. Donation par Ordoño III à l'évêché de León des églises de Salamanque, qui avaient été édifiées sous Ramire II par des colons venant de León (953), éd. E. SÁEZ, C. SÁEZ, *Colección documental del archivo de la catedral de León*, 2, op. cit., n° 260 (reg. M. LUCAS ÁLVAREZ, *Cancillerías reales*, op. cit., R1-216).

40. M. CARRIEDO TEJEDO, « El obispado de Salamanca », art. cit., p. 159-191, spéc. p. 183 et 189-191.

41. Donation par l'évêque Ilderredus à l'évêché de León d'une villa, échangée contre des biens meubles (960), éd. E. SÁEZ, C. SÁEZ, *Colección documental del archivo de la catedral de León*, 2, op. cit., n° 333 : [Chrismon] Ilderredus, *Dei gratia aepiscopus. Segoviense sedis aepiscopus, licet inutilis*.

42. Donation à l'abbaye de Sahagún (963), éd. J. M. MÍNGUEZ FERNÁNDEZ, *Colección diplomática del monasterio de Sahagún*, 1, op. cit., n° 215 : Ilderredus episcopus de Septemancas confirmat. Quelques autres références à Ilderredus sont mentionnées par Antonio PALOMEQUE TORRES dans son *Episcopologio de las sedes del reino de León*, León, 1966, p. 245-249.

43. Donation par l'évêque Teodisclus [de Simancas] à l'abbaye de Sahagún (969), éd. J. M. MÍNGUEZ FERNÁNDEZ, *Colección diplomática del monasterio de Sahagún*, 1, op. cit., n° 253.

44. Suppression par la reine Elvira de l'évêché de Simancas, incorporé à celui de León (974), éd. E. SÁEZ, C. SÁEZ, *Colección documental del archivo de la catedral de León*, 2, op. cit., n° 436 : *Igitur in ipsa regia urbe Legionis, de qua dux ista reperta legitur et Deo annuente reintegrare et restaurare domina nostra et regina, qui heres est cum filio, et regi decedentium regum priorum sibi soto adclamatum est ab omni concilio ut cuncta huic urbi principali subderentur et hunc testamentum sicut pridem stabiliretur et per manu sacerdotis Sisinandi episcopi litatio prima repararetur et contineretur* (reg. M. LUCAS ÁLVAREZ, *Cancillerías reales*, op. cit., R1-252 et 253).

de León au tournant des XI^e et XII^e siècles ⁴⁵, en tout cas avant 1124, date de sa copie dans le *Tumbo* de la cathédrale ⁴⁶.

La charte de 974, dans sa version *B*, est donc la copie figurée d'un diplôme authentique de suppression du diocèse de Simancas (document η du stemma). Peu après, cette charte est à nouveau copiée par les clercs d'Astorga et, à cette occasion, falsifiée (*C*) : Ramire y restitue non plus la moitié des *decanae* du Campo de Toro, mais la totalité des « églises » (*ipsas ecclesias de Campo de Tauro*) ; le faussaire tout à la fois augmente la concession et en modifie (maladroitement) la nature juridique, puisque la copie *C* restitue à Astorga non plus le gouvernement civil d'églises immunistes, mais l'autorité canonique sur des paroisses ⁴⁷.

Le pseudo-original de 934/[974] ⁴⁸

Le diplôme daté de 934 est écrit dans une belle cursive wisigothique, postérieure aux années 1030/1040, comme en témoignent ses abréviations légèrement influencées par l'écriture d'outre-Pyrénées, notamment l'abréviation par suspension de *super* (l. 5 et 9) et celle par lettre suscrite de *supra* (l. 8) ⁴⁹. A la différence de la version *B* du diplôme de 974, ce document est profondément falsifié et peut être qualifié de pseudo-original. Ainsi, la clause comminatoire *aufferat Dominus memoriam eorum et semen eorum de super terram* est inusitée dans la diplomatie du x^e siècle. Le faussaire s'inspire à l'évidence de l'acte de 974, auquel il reprend l'invocation trinitaire et les souscriptions, à l'exception de celle de l'évêque Diego d'Oviedo qui, curieusement, remplace celle de Diego d'Orense ; cette souscription n'est d'ailleurs pas forcément aberrante, puisque Vermude, successeur de Diego d'Oviedo mort après 968, n'est attesté qu'en 981. En outre, le vocabulaire du premier dispositif, qui restitue Simancas à l'évêque de León, s'inspire à bien des égards du préambule et du premier dispositif de l'acte de 974. Le faussaire utilise même à l'évidence les deux copies de l'acte royal : le *bausillus* de la version *B* devient sous sa plume un curieux *cognomento bassilli* – preuve qu'il ne comprend pas ce titre ; et le second dispositif s'inspire de la copie *C*, qui attribue à Astorga l'ensemble des églises du Campo de Toro.

L'année 934 elle-même est volontairement falsifiée, puisqu'elle ne peut être le fruit d'une erreur de copie (*era DCCCCLXXII* au lieu de *era XII^a post millesima*) ; en outre, le faussaire tente d'adapter le récit au nouveau contexte historique de cette année 934, car Ramire II est à juste titre présenté comme le *proles* d'Ordoño I^{er}, c'est-à-dire son descendant en ligne directe, alors que Ramire III est le neveu d'Ordoño III. Pourtant, quelle que soit la chronologie retenue, Novidius, évêque d'Astorga de 967 à 972, ne peut être à

45. C. SÁNCHEZ ALBORNOZ, « El obispado de Simancas », art. cit., p. 388-390 et 398-400.

46. Par ailleurs, deux autres faux diplômes royaux du *Tumbo* indiquent Simancas parmi les biens donnés à l'évêché de León par Ordoño II, en 916, et par Ordoño III, en 955 (*Colección documental del archivo de la catedral de León*, 1, *op. cit.*, n° 39, et 2, *op. cit.*, n° 287).

47. Voir le stemma de l'élaboration du pseudo-original de 934/[974], *infra*, p. 84.

48. Pièce justificative n° 1.

49. Notons aussi la présence d'un « g » écrit en minuscule wisigothique : *Astorganos*, l. 8.

la tête de ce siège sous le roi Ramire I^{er} ou [II], lequel, d'après l'acte de 934/[974], lui donne les églises de Bragança, Aliste, Sanabria, Trives, Caldelas, Caurel, Quiroga et Iurres. Cette donation, confirmée par Ordoño I^{er} [III] puis par Ramire II [III], apparaît dans la *narratio* et le second dispositif.

Or, un diplôme d'Ordoño III comporte une décision similaire, puisqu'il confirme en 954 à un évêque Diego l'ancienne donation par Ramire II du gouvernement civil des églises de Bragança, Aliste, Sanabria, Trives, Caunoso, Caldelas, Caurel, Quiroga et Iurres, « de sorte que tous les moines qui y demeurent accourent à votre ordre »⁵⁰ ; cette concession relève bien initialement du droit civil – et non ecclésiastique, car son vocabulaire est identique à celui des diplômes royaux confiant le gouvernement d'un *commissus* à un officier (par ex. *ita ut omnis ipse populus ad vestram concurrant ordinationem*)⁵¹.

Ordonius rex vobis patri domino Didaco episcopo, salutem. Pro hujus nostrae praeceptionis serenissimam jussionem, damus atque concedimus vobis ad imperandum ecclesias quae sunt in Bregantia, pro illo ribulo quod dicitur Tuella, et discurrit usque dum intrat in Dorio contra Zamoram, ad partem orientis, <de Aliste et Sanabria, Tribes, Caunoso, Caldelas, Courele et Cairoga et Yurres> ad integritatem ut illas obtinuistis de patri nostro divae memoriae dominus Ranimirus rex, et ut omnes <ipsos monagos> qui in eas commoraverint ad vestram concurrant ordinationem, ut quidquid ad eos injunctum vel ordinatum acceperint, omnia illa irrecuperabiliter impleant atque peragant ; et neminem permitimus qui vobis ibi in aliquo faciat disturbance vel in modice. Notum die XI kalendas junias era DCCCCXCH.

Transmis par une copie réalisée à Astorga au début du XIX^e siècle, ce diplôme est un précepte royal tout à fait classique, que sa structure diplomatique ne rend en aucun cas « notoirement faux »⁵². Plusieurs anomalies témoignent cependant d'une incontestable falsification. Ainsi, l'évêque d'Astorga en 954 est Odoario (952-962), et non pas Diego, qui ne peut être que Diego d'Orense, évêque entre 940 et 954⁵³ ; les faussaires ont donc intentionnellement supprimé le siège épiscopal du destinataire, afin d'attribuer implicitement cette concession à Astorga. Par ailleurs, la syntaxe du dispositif est incohérente, puisque la délimitation de la région de Bragança (*pro illo ribulo quod dicitur Tuella, et discurrit usque dum intrat in Dorio contra Zamoram, ad partem orientis*) est brutalement interrompue par l'énumération, vraisemblablement interpolée, des autres églises (*de Aliste et Sanabria, Tribes, Caunoso, Caldelas, Courele et Cairoga et Yurres*). Enfin, le passage *ipsos monagos* est aussi très certainement interpolé, afin d'accentuer (maladroitement et de manière fort imprécise) la nature ecclésiastique du droit concédé : doivent obéir à l'évêque non plus tous les habitants des terres immunistes (*omnes*), mais les moines seuls. Le diplôme de 954 était

50. Éd. *Colección Astorga*, 1, n° 76 (reg. M. LUCAS ÁLVAREZ, *Cancillerías reales*, op. cit., R1-217).

51. Alphonse IV attribue le gouvernement de *commissi* à Gútier (929), éd. E. SÁEZ, C. SÁEZ, *Colección diplomática del monasterio de Celanova*, 1, op. cit., n° 32.

52. Contra : Justiniano RODRÍGUEZ FERNÁNDEZ, *Ordoño III*, León, 1982, n° 21, p. 278, n. 1 ; A. QUINTANA PRIETO, *El obispado de Astorga*, op. cit., p. 375-376 ; M. LUCAS ÁLVAREZ, *Cancillerías reales*, op. cit., p. 182-183.

53. M. CARRIEDO TEJEDO, « El obispado de Salamanca », art. cit., p. 188-189, n. 118.

donc à l'origine une donation par Ordoño III à l'évêque Diego d'Orense du gouvernement civil de l'église immuniste de Bragança (document 8 du stemma), que les clercs d'Astorga ont falsifiée en supprimant le siège épiscopal de son destinataire, en augmentant la donation et en la rapprochant d'une concession de nature ecclésiastique.

Un autre diplôme royal, recopié à Astorga, semble renforcer ce diplôme falsifié de 954, puisqu'il confirme à un évêque Tendemundus – que l'on suppose évêque d'Astorga – la *mandatio* de Robleda (Sanabria), Tibres, Caldelas et Quiroga, précédemment octroyée à l'évêque Fortis ⁵⁴ :

Ordonius rex vobis patri domno Tendemundo episcopo cujus nostrae praeceptionis serenissimam jussionem, damus atque concedimus vobis ad imperandum mandationem de Roborete, Tibres, Caldelas, Karioca, secundum illas obtinuit domno Fortis episcopus, ita ut omnius <ipsis monachis> ad vestram concurrant ordinationem et quidquid de vobis indictum vel ordinatum fuerit, omnia inexcusabiliter impeant atque patrent, neminem vero ordinamus qui vobis ibidem aliquam inferat disturbance non nec immodice. Notum die XVIII kalendas julias era DCCCCLXIII.

La structure diplomatique, le vocabulaire et l'objet de ce diplôme sont tout à fait conformes aux usages de l'époque et ne témoignent d'aucune falsification ⁵⁵. En revanche, ce document pose d'insolubles problèmes de datation et d'identification des personnages, dont témoignent les diverses datations des copies : la version du *Tumbo Negro* de la cathédrale d'Astorga, recopiée par le père E. Flórez, mentionne l'année 956 (994 de l'ère), sous le règne d'Ordoño III ; en revanche, une copie réalisée en 1613 par Jerônimo Chirivoga le date de 936 (974 de l'ère), sous Ramire II ⁵⁶, tandis qu'une copie du XVIII^e siècle remonte à l'année 926, sous Alphonse IV ⁵⁷.

En fait, ce précepte ne peut être destiné qu'à l'évêque Teodemundus de Salamanque, qui gouverne le siège de 953 à 967, après l'épiscopat de Fortis entre 950 et 952 ⁵⁸. Ce diplôme a aussi été falsifié en supprimant le siège épiscopal du bénéficiaire de l'acte, afin d'attribuer implicitement cette concession à Astorga. En outre, ce diplôme contient la même incohérence juridique que celui de 954 : il attribue à l'évêque le gouvernement civil d'une circonscription civile, la *mandatio* de Robleda, Tibres, Caldelas et Quiroga ; mais, alors que ce gouvernement suppose la soumission de tous (*omnius*), le faussaire ajoute « ces moines », afin d'accentuer la nature ecclésiastique de la concession. Ce diplôme, falsifié et daté de 956 dans le *Tumbo Negro* de la cathédrale d'Astorga, conforte alors le précédent diplôme royal falsifié de 954.

Les événements authentiques du X^e siècle peuvent donc être reconstitués de la sorte :

54. Éd. *Colección Astorga*, 1, n° 83 (reg. M. LUCAS ÁLVAREZ, *Cancillerías reales*, op. cit., R1-226).

55. Contra : A. QUINTANA PRIETO, *El obispado de Astorga*, op. cit., p. 370-372 ; M. LUCAS ÁLVAREZ, *Cancillerías reales*, op. cit., p. 185 (reg. R1-226) ; *Colección Astorga*, 1, p. 27.

56. *Colección Astorga*, 1, n° 46.

57. *Ibid.*, n° 30. Il s'agit du ms 712 de la Bibliothèque nationale d'Espagne (même version que dans le ms 9194 de la BNE).

58. M. CARRIEDO TEJEDO, « El obispado de Salamanca », art. cit., p. 186-191.

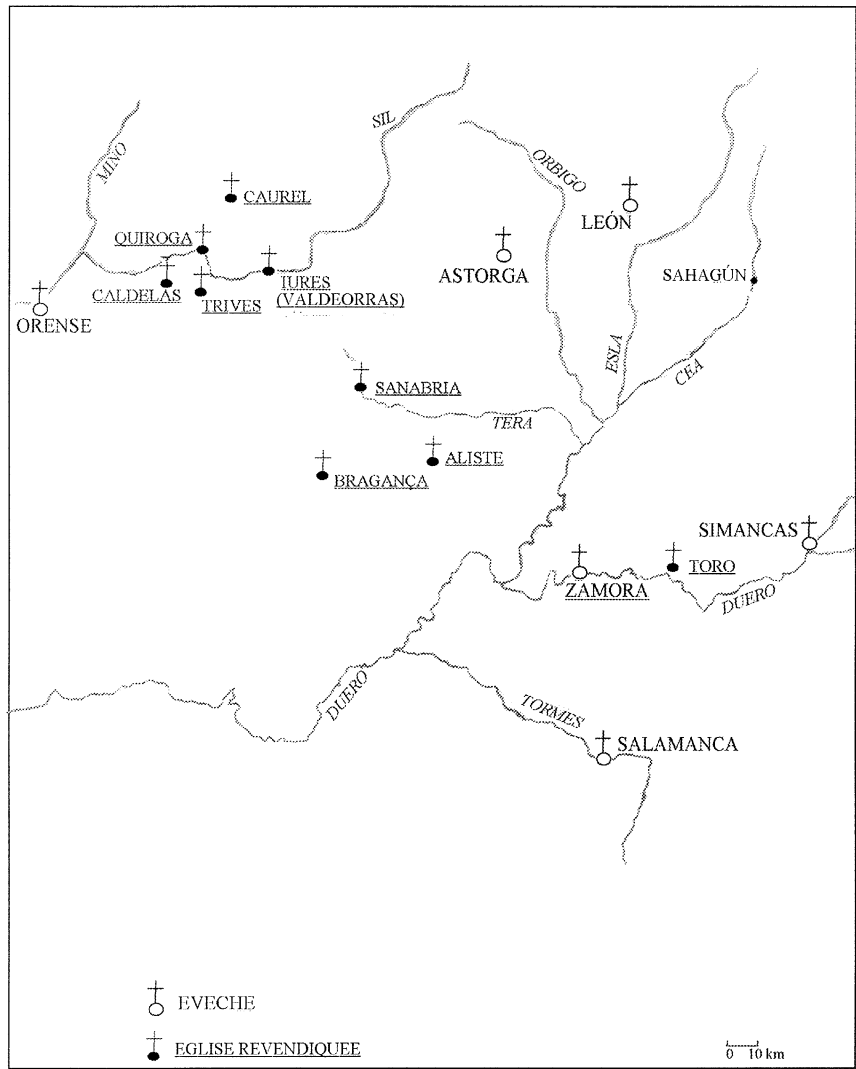
- 930/950 : donation par Ramire II à l'évêché d'Orense du gouvernement civil de l'église de Bragança ;
- 950/952 : donation par Ordoño III à l'évêque Fortis de Salamanque du gouvernement de la circonscription civile (*mandatio*) de Robleda (Sanabria), Tibres, Caldelas et Quiroga ;
- 954 : confirmation par Ordoño III à l'évêque Diego d'Orense de la donation par Ramire II du gouvernement civil de l'église de Bragança ;
- 956 : confirmation par Ordoño III à l'évêque Teodemundus de Salamanque du gouvernement de la circonscription civile (*mandatio*) de Robleda, Tibres, Caldelas et Quiroga ;
- 974 : restitution par Ramire III et Elvira à l'évêché de León de la ville de Simancas, ainsi que du gouvernement civil de la moitié des églises du Campo de Toro à l'évêché d'Astorga.

Les clercs d'Astorga utilisent ensuite le diplôme falsifié de 954 pour forger le pseudo-original de 934/[974] ; son dispositif, sa clause comminatoire et son eschatocole sont enfin recopiés pour forger un dernier faux daté de cette même année 934. Le faussaire avoue pour ainsi dire son forfait, puisque les églises de Bragança, Aliste, Sanabria, Tibres, Caldelas, Caurel, Quiroga et Iurres y sont restituées à l'évêché d'Astorga, « ainsi que vous les avez obtenues au temps du seigneur roi Ramire I^{er} [II] et de son fils Ordoño I^{er} [III] » (*sicut eas obtinuistis quiete et pacifice in diebus domni Ranimiri regis et filii sui Ordonii*), principaux protagonistes du faux de 954. La date de 934 fait-elle alors allusion à la donation authentique (perdue) de Ramire II au siège d'Orense du gouvernement de l'église de Bragança ? Quoi qu'il en soit, la *narratio* et le second dispositif de l'acte de 934/[974] reprennent la donation de l'acte de 954. A cette occasion, le faussaire tente de donner une cohérence syntaxique au texte interpolé : malmenant la géographie, il précise que Ramire donne « les églises qui sont dans le Bragança [...] et à l'intérieur Aliste, Sanabria, Tibres, Caldellas, Caurel et Quiroga » (*ecclesie que sunt in Bregantia [...] et intus Alisti et Sanabria, Tibres, Caldellas, Caurelle et Carioga et Iurres ab omni integritate*). Il reprend aussi au diplôme de 954 le personnage de l'évêque Diego et l'investit explicitement du siège d'Astorga.

Enfin, tout en s'inspirant des diplômes falsifiés de 954 et 934/[974], ce pseudo-original mène à son terme l'évolution juridique amorcée par les faussaires des actes de 954 et 956 : Ramire II [III] y rattache « les églises du Campo de Toro [...] avec les églises susdites de Bragança, Aliste, Sanabria, Tibres, Caldellas, Caurel, Quiroga et Iurres » à la juridiction ecclésiastique (et non pas civile) du siège d'Astorga :

Modo Deo annuente tornamus ad civitatem Asturizensem ecclesias de Kampo de Tauro, per terminum de Autero de Fumus, usque quo vadit ad Astorganos et inde per Morarelia, secundum quod antiquitus ab ejusdem sedis episcopis cuncta fuerunt possessa, una cum ecclesias jam supra nominatas de Bregantia et Alisti et Senabria, Tibres et Kaldellas, Caurelle, cum Carioga et Iurres.

ÉGLISES REVENDIQUÉES PAR L'ÉVÊCHÉ D'ASTORGA
AU DÉBUT DU XII^e SIÈCLE



Des documents copiés et falsifiés durant la première moitié du XII^e siècle (1102/1145)

Ces copies et falsifications sont réalisées par les clercs d'Astorga afin de défendre les frontières de leur diocèse ; celles-ci sont en effet menacées par les revendications des évêchés « nouvellement institués ou restaurés à partir des possessions des sièges épiscopaux voisins » (*plurime sedes deserte sunt et alie ex omnium aliarum affinium vel vicinarum sedium possessionibus noviter institute vel restaurate*), comme le déclare significativement le pseudo-original de 934/[974] ⁵⁹. Le territoire du diocèse d'Astorga, restauré par Ordoño I^{er} (850-866) ⁶⁰, est initialement très étendu (voir carte) : le concile de Lugo, réuni en 569 par le roi Théodemire pour déterminer le nombre et l'étendue des évêchés suèves, lui reconnaît les églises de León, Bergido, Petra Speranti, Comanca, Ventosa, Maurelos, Zamora, Fraucelos et Pesicos ⁶¹ ; de même, la première version de la *Division* des diocèses d'Espagne, attribuée au roi Wamba (672-680) mais rédigée entre 1088 et 1095 à Osma ou à Tolède ⁶², ne mentionne l'existence ni du siège de Zamora ni de celui de León ⁶³.

Ce diocèse d'Astorga est d'abord amputé par la création du siège de León sous Ordoño I^{er} (850-866), puis par la création de l'évêché de Zamora au milieu du X^e siècle, dont le territoire « était une partie du diocèse d'Astorga », comme le rappelle en 1199 le pape Innocent III. A la même époque, sont restaurés les diocèses d'Orense sous Alphonse III (866-910) et de Salamanque sous Ordoño II (914-924). Après la disparition des sièges de Salamanque en 977, de Zamora en 986 et d'Orense en 1003 ⁶⁴, provoquée par les dévastations d'Al-Mansur ⁶⁵, le repeuplement en 1060 de la région de Zamora et de Toro par Ferdinand I^{er} ⁶⁶ permet à l'évêché d'Astorga de retrouver ses anciennes frontières, à l'exception des territoires du diocèse de León, dont la légitimité et les frontières ne sont d'ailleurs pas contestées par les clercs d'Astorga ; simultanément, durant ce « temps de désolation », les clercs d'Astorga desservent des paroisses appartenant aux sièges disparus de Braga et d'Orense, selon la bulle envoyée en 1103 par Pascal II à l'évêque Pélage d'Astorga (1099-1121) ⁶⁷.

59. Ces luttes sont sommairement décrites par A. LAMBERT, s.v. « Astorga », dans *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*, t. IV, 1930, col. 1199-1226, et s.v. « Attila (saint) », *ibid.*, t. V, 1931, col. 169-172.

60. A. QUINTANA PRIETO, *El obispado de Astorga*, *op. cit.*, p. 9-35.

61. Pierre DAVID, *Études historiques sur la Galice et le Portugal du VI^e au XII^e s.*, Lisboa-Paris, 1947, p. 19-82 (« le texte du *Parochiale Suevorum* »), p. 40-41. La version du *Liber Fidei* de Braga a été publiée par Avelino DE JESUS DA COSTA, *Liber Fidei Sanctae Bracarensis Ecclesiae*, I, Braga, 1965, n° 10-11, p. 16-24 ; et 2, 1978, n° 551, p. 348-350.

62. D. MANSILLA, *Geografía eclesiástica de España*, *op. cit.*, p. 244-248.

63. Luis VÁZQUEZ DE PARGA, *La división de Wamba : contribución al estudio de la historia y geografía eclesiásticas de la Edad Media española*, Madrid, 1943, p. 74-85.

64. Manuel R. GARCÍA ÁLVAREZ, « La sede de Orense en el siglo XI », *Boletín Auriense*, t. 5, 1975, p. 233-256, spéc. p. 242-244.

65. José Manuel RUIZ ASENCIO, « Campañas de Almanzor contra el reino de León », *Anuario de Estudios Medievales*, t. 5, 1968, p. 61-63.

66. Iñaki MARTÍN VISO, « La articulación del poder en la cuenca del Duero : el ejemplo del espacio Zamorano (siglos VI-X) », *ibid.*, t. 31, 2001, p. 75-126, spéc. p. 119.

67. M. DA VASCONCELOS, A. DE ARAUJO, *Bulário Bracarense : sumários de diplomas pontifícios dos séculos XI a XIX*, Braga, 1986, n° 4 : *Conquestus est apud nos venerabilis frater*

Or, en 1102, le comte Raimond de Galice rétablit les églises de Zamora et de Salamanque et les attribue à l'évêque Jérôme, auparavant contraint d'abandonner Valence face aux Almoravides⁶⁸. La restauration de ces anciens sièges sous la forme d'un évêché double bénéficie du soutien de l'archevêque Bernard de Tolède, qui consacre son premier prêtre et devient de fait son métropolitain⁶⁹ ; elle est aussi encouragée par le roi de León, Alphonse VI, qui confirme en 1107 à l'évêque Jérôme de Salamanque la donation de la ville de Zamora avec le Campo de Toro⁷⁰. Cette union canonique perdure jusqu'à la mort en 1120 de Jérôme. A cette date, le siège de Zamora est séparé de celui de Salamanque et retrouve un évêque indépendant en la personne de Bernard (1120-1149), originaire du Périgord et issu de l'entourage de l'archevêque de Tolède⁷¹.

Pourtant, comme le rapportent les pères du concile de Valladolid en 1124, « naquit une discorde entre l'archevêque Bernard de Tolède, l'évêque Alón d'Astorga (1122-1131) et l'évêque Bernard de Zamora au sujet de l'église de Zamora et du Campo de Toro, que l'évêque Alón d'Astorga ne cessait de réclamer chaque jour »⁷². La première copie du diplôme de 974 (B) est donc

noster Bracarensis archiepiscopus, quod quasdam metropolis suae parrochias, Laedram videlicet et Alistram et Braganciam, quas desolationis tempore perdidit, tiranica adhuc feritate retineas. [...] Id ipsum de parrochianis terminis Auriensis ecclesiae praecipimus, quos desolationis tempore Astoricensis ecclesiae sacerdotes invasisse dicuntur. Voir A. QUINTANA PRIETO, « Más sobre relaciones entre Astorga y Braganza », *Brigantia*, t. 2, 1982, p. 469-475, spéc. p. 469-471 (fait suite à un premier article : « Relaciones entre Astorga y Braganza », *ibid.*, t. 1, 1981, p. 3-19).

68. Donation par le comte Raimond de Galice à l'évêque Jérôme des églises et clercs de Zamora et Salamanque (1102), éd. José Luis MARTÍN MARTÍN et al., *Documentos de los Archivos catedralicio y diocesano de Salamanca (siglos XII y XIII)*, Universidad de Salamanca, 1977, n° 3 : *In primis dimittimus vobis illas ecclesias vel clericos de Zeumora et de Salamantica cum tota illa diocesis que hodie tenetis...* Sans véritable argument, B. F. Reilly estime que ce diplôme est un faux des années 1120/1135 (Bernard F. REILLY, *The Kingdom of León-Castilla under King Alfonso VI, 1065-1109*, Princeton, NJ, 1988, p. 312).

69. Après avoir rappelé l'histoire du siège de Zamora, le pape Innocent III déclare que son attribution à la province de Compostelle ne constitue pas un préjudice pour Braga (1199), éd. Demetrio MANSILLA, *La documentación pontificia hasta Inocencio III (965-1216)*, Roma, 1955 (Monumenta Hispaniae Vaticana, sección : Registros, 1), n° 199, p. 221 : *Olim enim a paganis capta Valentia civitate, Valentinus episcopus per terre principem impetravit, ut ad sustentationem suam ab Astoricensi episcopo Zamora, que pars erat Astoricensis diocesis, cum quibusdam aliis locis et terminis sibi daretur, ubi tamquam episcopus pontificalia cepit officia exercere, obediendo [Bernardo] archiepiscopo Toletano, cujus exstiterat suffraganeus et a quo fuerat consecratus.*

70. Alphonse VI confirme la donation du comte Raimond à l'évêque Jérôme de Salamanque, notamment la ville de Zamora dont il délimite le territoire à la demande des évêques réunis au concile de León (1107), éd. A. GAMBRA, *Alfonso VI, op. cit.*, 2, n° 190 : *Eundem regem urbem Zamoram, que antiquitus Numantia vocatur, et universa que tunc in temporis diebus in eadem urbe ab ipso episcopo obtinendo possideri videbantur, cum Campo de Tauro, his subsequenter terminis concessit.* Ce diplôme est falsifié durant la seconde moitié du XII^e siècle par les clercs de Salamanque.

71. Fidel FRA, « Bernardo de Perigord, arcediano de Toledo y obispo de Zamora », *Boletín de la Real Academia de la Historia*, t. 14, 1889, p. 456-466. Plus généralement, voir Bernard F. REILLY, *The Kingdom of León-Castilla under Queen Urraca, 1109-1126*, Princeton, NJ, 1982, p. 225-250.

72. Le cardinal Deusdedit et les pères du concile de Valladolid confirment Bernard sur le siège de Zamora, qui reviendra à Astorga après sa mort ([1124]), éd. A. DE JESUS DA COSTA, *Liber Fidei, op. cit.*, 2, n° 317 : *Quoniam inter domnum Bernardum Toletanum archiepiscopum et*

probablement postérieure à la restauration de Zamora-Salamanque en 1102, car elle permet aux clercs d'Astorga de rappeler un droit détenu par leur église dans la région du Campo de Toro (le gouvernement de la moitié des *decaniae*). Puis ces mêmes clercs effectuent une seconde copie (C) de ce diplôme, qu'ils interpolent en élargissant la donation au profit d'Astorga à la totalité des *decaniae*. Cette disposition est ensuite intégrée au faux de 934/[974], après avoir été modifiée afin de répondre aux enjeux de l'époque : le roi y concède la juridiction canonique d'« églises » et non plus la juridiction civile de *decaniae*.

Que peuvent opposer les clercs de Zamora aux revendications d'Astorga, juridiquement bien étayées et soutenues par de remarquables faux ? Ils bénéficient du soutien de puissants personnages, laïcs et ecclésiastiques, mais aussi de la version de la *Division* de Wamba, élaborée à Oviedo par l'évêque Pélage (1101-1130)⁷³ et copiée dans son *Liber Chronicorum* (1142/1143) : ce texte confère au diocèse de Zamora une légitimité incontestable, puisqu'il l'associe à l'ancien siège de Numantia, « que nos compatriotes Goths appelèrent ensuite Zamora »⁷⁴.

La papauté se range dans un premier temps aux arguments d'Astorga, juridiquement plus probants : en 1109/1113, Pascal II demande à l'archevêque de Tolède de réparer l'injustice qu'il a commise en enlevant à Astorga des paroisses – sous-entendu celles de Zamora – pour les attribuer à Salamanque⁷⁵. Lors du concile de Valladolid réuni en 1124, le cardinal Deusdedit, légat du pape Calixte II, tente lui aussi un compromis en faveur d'Astorga : il confirme Bernard sur le siège de Zamora, mais à la condition qu'Astorga récupère cette église et la région du Campo de Toro après la mort de Bernard ou après sa nomination à la tête d'un autre évêché⁷⁶.

domnum Aleonem episcopum Austuriensis ecclesie atque domnum Bernardum Samuriensem episcopum discordia nata fuit pro Samurensi videlicet ecclesia et campo Tauri, quam domnus Alo Astoricensis sedis reverendus episcopus cotidie non cessabat requirere.

73. Sur Pélage d'Oviedo et ses nombreux faux, voir : Francisco Javier FERNÁNDEZ CONDE, *El libro de los Testamentos de la Catedral de Oviedo*, Roma, 1971 ; Thomas DESWARTE, « Una nueva metrópoli en Oviedo ? Dos falsas bullas del obispo Pelayo (1098/1101-1130) », dans *La imagen del obispo en la Edad Media [Coloquio de la Universidad de Navarra, 2001]*, A. GARCÍA DE LA BORBOLLA dir., Pamplona, EUNSA, sous presse.

74. *La división de Wamba*, op. cit., p. 111-115, spéc. p. 113 : *Numancia, quam nostrates Goti postea Cemoram vocaverunt, teneat de Penna Gonsendi usque ad Torium fluvium, super illos balneos, de Valle de Rege usque Dorium, de Villa Lallere usque Otero, de Fimios secus rivulum Sicum Deorsum usque Breto, de Tavara usque Dorium*. Voir aussi la version pélagienne du *Liber Itacii* (ibid., p. 97-103, spéc. p. 101).

75. Bulle de Pascal II (1109/1113), éd. Carl ERDMANN, *Papsturkunden in Portugal*, Berlin, 1927 (Abhandlungen der Gesellschaft der Wissenschaften zu Göttingen, Philologisch-historische Klasse, NF, 20-3), p. 164-165 (2^e éd., Göttingen, 1970) : *Queritur etiam, quod Asturicensi ecclesie parrochie partem violenter abstuleris et Salamantino episcopo dederis. Qua de re dilectioni tue precipimus, ut de his eidem fratri iustitiam facias*.

76. *Liber Fidei*, op. cit., 2, n° 317 : *Promulgamus, quod domnus Bernaldus episcopus, omni remota querimonia vel litis calumpnia, honore Samurensis ecclesie, dum vixerit, utatur, nisi ad aliquam vacuum sedem atque salva sancte matris nostre ecclesie Romane dignitate vocatus interim fiat. Quod si contigerit, tunc Samurensis ecclesia et campus Tauri nostra auctoritate atque domini Toletani reverendi archiepiscopi consensu ad jus Astoricensis ecclesie modis omnibus revertatur. Et si ad aliquam sedem eo tenore, quo premisimus, interim non transmigraverit, tunc eo defuncto prefata hereditas, scilicet Samurensis ecclesia et campus Tauri, ad jus Asturicensis ecclesie omni remota calumpnia pacifice revertatur*.

Cependant, la même année, Calixte II casse cette décision et les espoirs d'Astorga de récupérer le Campo de Toro : à la demande du roi Alphonse VII et de Bernard de Tolède, il confirme le siège de Zamora⁷⁷. Par la suite, n'est plus remise en question la légitimité de cet évêché, dont Tolède et Braga se disputent le rattachement : d'abord soumis à Tolède par Lucius II (1144-1145), le siège de Zamora est attribué à Braga par Eugène III (1145-1153)⁷⁸ ; pourtant, quand meurt l'archevêque Bernard de Tolède en 1149, son successeur Raimond s'empresse de consacrer le nouvel évêque de Zamora, Stéphane (1149-1174). Ces falsifications sont donc probablement antérieures à 1124.

Elles témoignent par ailleurs d'autres conflits frontaliers, qui opposent Astorga à l'évêché de Braga, restauré en 1070 (élevé en archevêché en 1099/1100), et au siège d'Orense, restauré en 1071⁷⁹. Ce conflit a pour enjeu les églises de Bragança, Aliste, Sanabria, Trives, Caldelas, Caurel, Quiroga et Iurres, situées entre Orense, Astorga et Zamora. Encore une fois, ce conflit est déclenché par les clercs d'Astorga, qui se sont approprié ces paroisses et entendent les conserver, essentiellement au détriment des sièges restaurés de Braga et d'Orense. L'archevêque Géraud de Braga (1096-1109) se plaint alors à Pascal II qui, en 1103, ordonne à l'évêque Pélage d'Astorga (1099-1121) de rendre à Braga et à Orense les paroisses usurpées⁸⁰. Plus tard, deux bulles de Pascal II confirment ces églises de Bragança, Laedra et Aliste au diocèse de Braga : une de 1108, jugée fausse par C. Erdmann⁸¹, et une autre sûrement authentique de 1114⁸².

Dans sa bulle de 1103, l'argumentation du pape est très significative, puisque le rattachement de ces églises au diocèse d'Astorga constitue selon lui une usurpation procédant d'une « invasion » et d'une « tyrannique sauvagerie ». En effet, dans cette affaire, les clercs d'Astorga ne peuvent invoquer aucun document authentique. Seule une version du concile de Lugo (569), falsifiée par l'évêque Pélage d'Oviedo et incorporée à son pseudo-Ithacius,

77. D. MANSILLA, *La documentación pontificia hasta Inocencio III*, op. cit., n° 199, p. 221 : *Cum autem in eodem loco multitudo populi excrevisset, dictus Toletanus et princeps terre nepos bone memorie Calixti pape predecessoris nostri [...] rogaverunt eum, ut sepedictum episcopum in Zemoensem presulem confirmaret ; quorum precibus acquievit, dans eidem episcopo in mandatis, ut interim nulli professionem faceret nec ecclesiam sibi commissam permitteret alii subiugari donec instrueretur ab ipso quid eum facere oporteret.*

78. Eugène III annonce à l'archevêque de Braga qu'il rattache le siège de Zamora à sa métropole (1153), éd. C. ERDMANN, *Papsturkunden in Portugal*, op. cit., n° 51, p. 217-218 : *Auditis itaque cum fratribus nostris utriusque partis allegationibus ac rationibus et plenarie intellectis, ecclesiam ipsam ad tuam pertinuisse didicimus, quoniam Asturicensis ecclesia, que ad tuam metropolim respicit, locum ipsum, in quo modo episcopalis sedes est, sicut ex allegatione tua et adverse patris confessione cognovimus, diu possedit. Preterea pars adversa nichil aliud pretendebat nisi mandatum, quod predecessor noster felix memorie papa Lucius Bernardo bone recordationis episcopo Zamorensi fecerat, ut Toletano archiepiscopo obediret.*

79. M. R. GARCÍA ÁLVAREZ, « La sede de Orense en el siglo XI », art. cit., p. 248-253.

80. M. DA VASCONCELOS, A. DE ARAUJO, *Bulário Bracarense*, op. cit., n° 4 : *Conquestus est apud nos venerabilis frater noster Bracarensis archiepiscopus, quod quasdam metropolis suae parrochias, Laedram videlicet et Alistram et Braganciam, quas desolationis tempore perdiderat, tiranica adhuc feritate retineas. [...] Id ipsum de parrochianis terminis Auriensis ecclesiae praecipimus, quos desolationis tempore Austuricensis ecclesiae sacerdotes invasisse dicuntur.*

81. C. ERDMANN, *Papsturkunden in Portugal*, op. cit., n° 10.

82. *Liber Fidei*, op. cit., 2, n° 554.

attribue au diocèse d'Astorga les églises de Trives et de Caldelas (au lieu de celles de Comanca et de Ventosa) ; dans ce même document, Braga détient celles de Bragança, Aliste et Laedra, Lugo celle de Quiroga, et Orense celles de Sanabria et Iurres⁸³ (Geuzzes dans le diplôme de restauration d'Orense)⁸⁴.

Les revendications du siège d'Astorga ne reposent que sur une situation de fait et sur la documentation falsifiée. La première pièce établissant ses droits n'est autre que la fausse donation, en 954, par Ordoño III à l'évêque Diego du gouvernement civil des églises de Bragança, Aliste, Sanabria, Trives, Caunoso, Caldelas, Caurel, Quiroga et Iurres. Cette donation sert ensuite à forger le faux de 934/[974], qui octroie désormais au siège d'Astorga la juridiction ecclésiastique de ces églises. Le pseudo-original de 934/[974] constitue donc la principale pièce étayant les droits d'Astorga sur ces paroisses.

Ces falsifications sont donc sûrement antérieures à 1150, quand s'achève le conflit entre Astorga et Orense ; à cette date, un accord est trouvé à Zamora devant Alphonse VII et l'archevêque Raimond de Tolède, chargé par le pape Eugène III de régler le différend : les églises sont partagées entre Orense, qui obtient la plus grande partie des églises de Caldelas, et Astorga, qui conserve celles de Trives et Robleda (Sanabria)⁸⁵ ; les falsifications ont manifestement servi avec quelque efficacité les intérêts d'Astorga. Le *terminus ante quem* de ces falsifications peut être fixé à 1145, puisque, cette année, l'évêque d'Astorga admet implicitement le rattachement à Braga des églises de Laedra, Aliste et Bragança ; il participe en effet à une assemblée de l'ensemble des suffragants de la province, à l'occasion de laquelle l'archevêque de Braga attribue à ses chanoines le tiers de ces trois archidiaconés⁸⁶.

Conclusion

Au XII^e siècle, les conciles ecclésiastiques espagnols et la papauté affirment leur autorité pour régler les conflits entre les diocèses et, le cas échéant, vérifier le bien-fondé de telle ou telle restauration ou création épiscopale effectuée par le roi. En effet, les rois asturo-léonais n'hésitent pas à enfreindre l'interdiction du douzième concile de Tolède et à ériger de nouveaux évêchés *ex nihilo*⁸⁷ ; en fait, ni le roi, ni les évêques, ni même le pape ne respectent strictement l'ancienne structure épiscopale wisigothique, puisque ne sont par exemple jamais remis en cause les évêchés d'Oviedo et de León.

83. P. DAVID, *Études historiques*, op. cit., p. 19-26 et 30-41.

84. Diplôme de restauration de l'évêché d'Orense, éd. Manuel R. GARCÍA ÁLVAREZ, « Observaciones al diploma de restauración de la sede auriense por Alfonso III », *Boletín de la Comisión provincial de Monumentos Históricos y Artísticos de Orense*, t. 18/3, 1961, p. 263-292 (reg. M. LUCAS ÁLVAREZ, *Cancillerías reales*, op. cit., R1-60).

85. *Colección Astorga*, 2, n° 732.

86. A. QUINTANA PRIETO, « Más sobre relaciones », art. cit., p. 472-473. En 1200, Innocent III confie au doyen de l'archevêché de Santiago une dernière plainte portée par l'évêque d'Astorga contre l'archevêque de Braga, accusé de retenir injustement les églises d'Aliste et de Bragança (éd. *Colección Astorga*, 2, n° 961).

87. Tolède XII (a° 681), c. 4, éd. José VIVES, *Concilios visigóticos e hispano-romanos*, Barcelone-Madrid, 1963, p. 392.

L'histoire de ces nouveaux diocèses obéit alors naturellement en partie à des logiques politiques. Les sièges d'Oviedo et de León sont implantés dans les deux capitales successives du royaume. L'évêché de Simancas, fondé en 950, doit permettre d'organiser un territoire récemment conquis, tandis que sa suppression en 974 n'est assurément pas motivée par des raisons canoniques, mais politiques, au profit des évêchés lésés de León et d'Astorga⁸⁸ ; à cet égard, l'acte royal de suppression de ce siège par le *basileus* Ramire III, connu par une copie figurée (*B*), est bien authentique.

Enfin, Calixte II, frère du comte Raimond de Bourgogne et oncle d'Alphonse VII, maintient le diocèse de Zamora à la demande de son neveu et de l'archevêque Bernard de Tolède, pour lesquels Zamora constitue un important enjeu de pouvoir : celle-ci est une des villes tenues par Alphonse VII avant son gouvernement personnel, puisqu'il a obtenu en 1116 de sa mère, la reine Urraca, le gouvernement de la région de Tolède et des territoires situés au sud du Duero⁸⁹ ; qui plus est, cette cité, qui ne semble pas posséder encore de véritable gouvernement municipal, demeure une ville militaire, placée sous le contrôle étroit du roi⁹⁰ ; par ailleurs, l'archevêque Bernard de Tolède, très proche du jeune Alphonse VII, exerce une forte influence sur le siège de Zamora, dont il revendique le rattachement à sa province ecclésiastique.

Ces restaurations provoquent de nombreux conflits frontaliers entre les diocèses aux XI^e et XII^e siècles. Les clercs d'Astorga veulent naturellement défendre les frontières de leur diocèse, mises à mal par la création du siège de Zamora, et conserver les paroisses (Bragança, Aliste, Sanabria, Trives, Caldelas, Caurel, Quiroga et Iurres) qu'ils administraient avant la restauration des sièges de Braga (1070) et d'Orense (1071). Durant la première moitié du XII^e siècle, ils recopient et falsifient plus ou moins profondément plusieurs documents, afin d'étayer juridiquement leurs revendications et de pouvoir présenter devant les juridictions ecclésiastiques des pièces dotées d'une forte valeur probatoire.

Contrairement à l'opinion de M. Menéndez Pelayo⁹¹ puis de nombreux historiens espagnols, tels que C. Sánchez Albornoz et P. Floriano Llorente⁹², les falsifications ne sont pas élaborées par des clercs d'outre-Pyrénées ; la copie *C* du diplôme de 974 et le pseudo-original de 934/[974], écrits en cursive wisigothique, sont bien l'œuvre des clercs espagnols eux-mêmes, sous les épiscopats de prélats *a priori* d'origine espagnole, Pélage (1099-1121) et Alón (1122-1131). Ces faux sont élaborés après la restauration des évêchés de Braga et Orense ; la copie *C* du diplôme de 974 et le pseudo-original de

88. P. LINEHAN, *History and the historians*, op. cit., p. 119-120.

89. Bernard F. REILLY, *The Kingdom of León-Castilla under King Alfonso VII, 1126-1157*, Philadelphia, 1998, p. 1-14.

90. Id., *The Kingdom of León-Castilla under Queen Urraca*, op. cit., p. 321-322 et *The Kingdom of León-Castilla under King Alfonso VII*, op. cit., p. 284-285.

91. Marcelino MENÉNDEZ PELAYO, *Historia de los heterodoxos españoles*, 1, Madrid, 1877, p. 459.

92. Claudio SÁNCHEZ ALBORNOZ, « Falsificaciones de Cardeña », *Cuadernos de Historia de España*, t. 37-38, 1963, p. 337-345, spéc. p. 345 ; Pedro FLORIANO LLORENTE, « El testamento de Alfonso II el Casto : estudio paleográfico y diplomático », *Boletín del Instituto de Estudios Asturianos*, t. 29, 1975, p. 593-617, spéc. p. 615-616.

934/[974], qui attribuent à Astorga les églises du Campo de Toro, sont sûrement écrits entre 1102, date de la restauration du siège de Zamora, et 1145, quand l'évêque d'Astorga admet implicitement le rattachement à Braga des églises de Laedra, Aliste et Bragança ; ils sont même probablement antérieurs à 1124, quand Calixte II confirme le nouvel évêché de Zamora.

S'agit-il alors d'actes qui ne seraient que matériellement faux car élaborés par des « faussaires honnêtes », comme ceux du monastère San Pietro in Ciel d'Oro de Pavie étudiés par Carlrichard Brühl⁹³ ? En fait, ces faux, qui se contredisent en partie entre eux et, surtout, sont en contradiction avec la documentation authentique, sont réalisés de manière intentionnelle et cohérente. Les donations de 954 et 956 sont falsifiées par l'interpolation et la suppression de passages, notamment afin de les détourner au profit du siège d'Astorga. L'acte royal authentique de suppression du siège de Simancas en 974 est d'abord copié (B), avant d'être falsifié dans une seconde copie (C), qui augmente la donation initiale de Ramire III et en modifie le contenu juridique. Puis ces documents sont utilisés pour forger le pseudo-original de 934/[974], qui établit très nettement les droits d'Astorga face aux revendications des évêchés de Zamora, Braga et Orense ; son dispositif, sa clause comminatoire et son eschatocole sont enfin recopiés textuellement, afin de forger un dernier pseudo-original daté de cette même année 934.

Le « problème du vrai et du faux » est-il alors au Moyen Âge « secondaire » comme l'affirme B. Guenée⁹⁴ ? Ou bien ces faux témoignent-ils d'une conception subjective de la vérité, comme le pensent G. Constable et H. Fuhrmann⁹⁵ ? Dans ce cas, la « légitime défense » de l'église d'Astorga justifierait la production de faux documents, de « pieux mensonges ». E. Brown⁹⁶ et Th. Kölzer⁹⁷ ont cependant bien montré que, dans l'Occident médiéval, « le concept de *pia fraus* [...] n'apparaît officiellement nulle part » et que la falsification est sanctionnée par le droit séculier et canonique ; l'intention donnée à un acte ne peut donc constituer le seul critère de sa moralité. Cette exigence de vérité, présente dans les saintes Écritures, s'impose d'ailleurs à certains faussaires, dont les confessions étudiées par Th. Kölzer attestent bien de leurs tourments intérieurs⁹⁸.

93. Carlrichard BRÜHL, « Der ehrbare Fälscher. Zu den Fälschungen des Klosters S. Pietro in Ciel d'Oro zu Pavia », *Deutsches Archiv für Erforschung des Mittelalters*, t. 35, 1979, p. 209-218.

94. Bernard GUENÉE, « Authentique et approuvé : recherches sur les principes de la critique historique au Moyen Âge », dans Id., *Politique et histoire au Moyen Âge*, Paris, 1981, p. 265-278, spéc. p. 226.

95. Horst FUHRMANN, *Einfluss und Verbreitung der pseudoisidorischen Fälschungen, von ihrem Auftauchen bis in die neuere Zeit*, 1, Stuttgart, 1972 (Schriften der Monumenta Germaniae Historica, 24-1), p. 64-136, spéc. p. 65 sq. et 86 sq ; Giles CONSTABLE, « Forgery and plagiarism in the Middle Ages », *Archiv für Diplomatik*, t. 29, 1983, p. 1-41.

96. Elisabeth A. R. BROWN, « Falsitas pia sive reprehensibilis : Medieval Forgers and their Intentions », dans *Fälschungen im Mittelalter*, 1, München, 1986 (MGH, Schriften, 33-1), p. 101-119.

97. Theo KÖLZER, « Le faussaire au travail », dans *Auctor et auctoritas. Invention et conformisme dans l'écriture médiévale*, M. ZIMMERMANN dir., Paris-Genève, 2001 (Mémoires et documents de l'École des chartes, 59), p. 477-485.

98. Id., « Urkundenfälschung im Mittelalter », dans *Gefälscht ! Betrug in Politik, Literatur, Wissenschaft, Kunst und Musik*, K. CORINO éd., Francfort, 1990², p. 15-26, spéc. p. 20 sq.

Ces falsifications reposent donc sur des critères de véracité très fluctuants. Ainsi, le passé wisigothique est-il invoqué ou refusé suivant les intérêts du moment. Afin d'obtenir les églises de Bragança, Aliste, Sanabria, Trives, Caldelas, Caurel, Quiroga et Iurres, les clercs d'Astorga élaborent des faux qui vont contre la documentation suève et wisigothique, tandis que le faux diplôme royal de 934 [974] justifie la suppression du siège de Simancas en invoquant ce même passé : « Ce siège susdit de Simancas n'était ni convenable, ni dénombré parmi les autres sièges, ni orné de l'honneur pontifical » ; aussi, Ramire II [III] « le soumit au siège de León, d'où ils l'avaient tiré, de sorte que, maintenant, les choses sont de la même façon qu'elles l'étaient dans les temps anciens, à l'époque de leurs ancêtres » – *secundum quod antiquitus fuerant cuncta in diebus priorum suorum*. De même, alors que les clercs d'Astorga veulent obtenir la reconnaissance officielle d'une situation de fait, c'est-à-dire l'administration de certaines paroisses de Braga et d'Orense, le faux de 934/[974] est dirigé contre un nouvel évêché, celui de Zamora ; simultanément, ce faux justifie au moyen du passé la restitution au siège d'Astorga des églises du Campo de Toro (« comme elle furent possédées dans les temps anciens par les évêques de ce même siècle »).

En fait, les clercs d'Astorga utilisent des informations de diverses natures (écrite, orale ou tirée de l'expérience), auxquelles ils attribuent une égale valeur probatoire. Nous retrouvons un même traitement de l'information chez les savants, notamment chez le franciscain Roger Bacon au XIII^e siècle ; ainsi, dans la partie de son *opus majus* consacrée au monde terrestre, « tous les types de connaissance sont considérés comme également dignes : celle qui est proposée par les *mathematici*, c'est-à-dire le savoir sur les coordonnées [...] celle qui est recueillie dans les livres des *auctores* de l'Antiquité [...] celle enfin qui provient de l'*experientia itineris et navigationis* » et à laquelle, pourtant, il accorde une importance toute particulière ⁹⁹.

En définitive, ces documents, authentiques ou non, copiés à Astorga durant la première moitié du XII^e siècle, sont unis par des modalités de réalisation identiques : copier, interpoler, supprimer des passages ou, plus généralement, falsifier, semblent relever d'une même activité. Pour élaborer leurs faux, les clercs d'Astorga utilisent indistinctement divers types d'informations sans établir entre ces derniers de hiérarchie probatoire, à l'instar des savants de leur époque. Mais ces faux sont bien réalisés de manière intentionnelle, afin d'étayer les revendications de leur église. En outre, les clercs d'Astorga ne cherchent même pas à résoudre les multiples contradictions entre la documentation authentique et celle falsifiée. En fait, leur ultime critère de véracité est la défense des limites du diocèse ; la fin justifie les moyens.

Thomas DESWARTE

Université de Poitiers, Centre d'études
supérieures de civilisation médiévale

99. Patrick GAUTIER DALCHÉ, « Sur l'originalité de la 'géographie' médiévale », dans *Auctor et auctoritas*, op. cit., p. 131-141, spéc. p. 137-138. Je tiens à remercier l'auteur pour son aide à propos de cette question.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I

17 janvier 934 [974] (972 de l'ère)

Ramire II [III] rappelle que, lors d'une grande assemblée de clercs et de laïcs présidée par Ramire I^{er} [II], furent données à l'évêque Novidius d'Astorga les églises de Bragança, Aliste, Sanabria, Tibres, Caldelas, Caurel, Quiroga et Iurres ; puis le fils de ce dernier, Ordoño I^{er} [III], confirma la décision paternelle et créa un évêché à Simancas, que Ramire II [III] soumit au siège de León. Avec l'accord de sa tante, la reine Elvira, des évêques et des grands laïcs, Ramire II [III] décide alors de restituer au siège de León la cité de Simancas et au siège d'Astorga les églises du Campo de Toro ainsi que celles précédemment données par Ramire I^{er} [II].

A'. Pseudo-original de 1102/1124, parchemin, 550 × 180 mm, état de conservation moyen (taches), Archivo Diocesano de Astorga, pergamino, n° I-1.

[B]. Copie perdue, Astorga, Catedral, *Tumbo negro*, fol. 3-4, d'après Francisco MÉNDEZ, *Índice de las escrituras de la Iglesia de Astorga dentro y fuera de los tumbo* (xviii^e s.), Madrid, Biblioteca Nacional de España, ms 4357, fol. 2v-3.

C. Copie du xvi^e s., Madrid, Biblioteca Nacional de España, ms 712 (*Privilegios varios de ciudades, iglesias y monasterios antiguos de España*), fol. 85v-86, n° 155, d'après [B] et fol. 147-147v, n° 269, d'après A'.

D. Copie de 1613 par Jerónimo Chirivoga, Madrid, Archivo Histórico Nacional, Códices, ms 1195 (*Averiguación hecha por el Dean de Salamanca D. Jerónimo Chirivoga...*), fol. 10-11 (934), d'après [B].

E. Copie de 1751 par Carlos Simón Pontero, Madrid, Archivo Histórico Nacional, Estado, legajo 3189 (*Reconocimiento de los Archivos de Astorga*), n° 4 (934), d'après une copie d'Ascensio Morales.

F. Copie de 1751 par Carlos Simón Pontero, Madrid, Archivo Histórico Nacional, Estado, legajo 3189 (*Reconocimiento de los Archivos de Astorga*), n° 5 (934), d'après D.

G. Copie de 1753 par Carlos Simón Pontero, Madrid, Archivo Histórico Nacional, Códices, ms 1197 (*Colección de privilegios reales y otros documentos copiados de los originales y libros becerros de la catedral... de Astorga*), fol. 41-43v (934), d'après une copie de 1608 par Antonio Quintela.

H. Copie du xviii^e s., Madrid, Biblioteca Nacional de España, ms 9194 (*Privilegios, donaciones, instrumentos varios*), fol. 64-65 (934).

I. Copie du xviii^e s., Madrid, Biblioteca del Palacio de Oriente, ms II-713 (*Colección de Privilegios*), fol. 63-64 (934), d'après [B], et fol. 143v-144v (934), d'après A'.

J. Copie du xix^e s. par Pablo Rodríguez, Archivo Diocesano de Astorga, ms 4/26 (*Advertencias al tomo 16 de la España Sagrada de el R.P.M. Fr. Henrique Flórez en que trata de la Santa Yglesia de Astorga*), fol. 29.

a. Enrique FLÓREZ, *España Sagrada : Theatro geographico-histórico de la Iglesia de España*, t. 16, Madrid, 1762, ap. 10, p. 443-445 (974), d'après [B]. – b. Pedro RODRÍGUEZ LÓPEZ, *Episcopologio Asturicense*, t. 2, Astorga, 1907, p. 446-449, ap. II-a (934), d'après A'. – c. Claudio SÁNCHEZ ALBORNOZ, « El obispado de Simancas », dans *Miscelanea de estudios históricos*, León, 1970, p. 392-396 (974), d'après a. – d. Gregoria CAVERO DOMÍNGUEZ, Encarnación MARTÍN LÓPEZ, *Colección documental de la catedral de Astorga*, t. I (646-1126), León, 1999 (Fuentes y Estudios de Historia Leonesa, 77), n° 39 (934), d'après A', et n° 128 (974), d'après [B].

Trad. : P. RODRÍGUEZ LÓPEZ, *Episcopologio Asturicense*, op. cit., p. 446-449, ap. II-a.

Reg. : Francisco MÉNDEZ, *Índice de las escrituras de la S. Iglesia de Astorga dentro y fuera de los tumbos* (xviii^e s.), Madrid, Biblioteca Nacional de España, ms 4357, fol. 2v-3 (934) ([B]), fol. 135v, n° 169 (974) (A') ; Carlos SIMÓN PONTERO, *Índice de los documentos de la Iglesia de Astorga* (1751), Madrid, Biblioteca Nacional de España, ms 13123 (Índice de los instrumentos...), fol. 254, n° 6 (934) ; Manuel Rubén GARCÍA ÁLVAREZ, « Catálogo de documentos reales de la alta Edad Media referentes a Galicia (714-1109) », *Compostellanum*, t. 10, 1965, p. 259-328, n° 353 ; Augusto QUINTANA PRIETO, Manuel C. CABERO DOMÍNGUEZ, *Catálogo de los pergaminos que se custodian en el Archivo Diocesano de Astorga, pertenecientes a distintos fondos documentales*, Astorga, 1986, n° 1-1 (A') ; Manuel LUCAS ÁLVAREZ, *El Reino de León en la Alta Edad Media*, t. 8. *Cancillerías reales astur-leonesas (718-1072)*, León, 1995 (Fuentes y Estudios de Historia Leonesa, 57), R1-248 (H).

[*Chrismon*] In nomine Patris et Filii videlicet Spiritus Sancti, qui est immensus permanentem in Trinitate, dominator sanctissimus, ipsi namque honor et gloria in secula seculorum. Tempore serenissimi principis domni Ranimiri, congregato concilio episcoporum hac religiosorum, vel bene natorum ante ejusdem principis presentiam, electum atque laudatum est / ut darentur Asturizensi sedi et episcopo domno Novidio ecclesie que sunt in Bregantia per illum rivulum que dicitur Tuella et discurrit usque dum intrat in Dorio contra Zamora ad partem orientis et intus Alisti et Sanabria, Tibres, Caldellas, Caurelle et Carioga et Jurres ab omni integritate, propter alias suas dioeceses / que ei ex ipso suo proprio et antiquo jure ablate fuerint^a temporibus, quibus ob barbarorum tempestatem et ingruentem persecutionem plurime sedes deserte sunt et alie ex omnium aliarum affinium vel vicinarum sedium possessionibus noviter institute vel restaurate. Post hunc nichilominus Ordonius ejusdem pr[efa]lti^b / principis filius regni culmen [ade]ptus [p]late[r]num^c donum scripture firmitate confirmavit domno Didago venerabilis memorie antiste predictae urbis cathedre presipente^d suisque temporibus elegit episcopum in civitate Septimanze et amplius non fuit. Set prolis ejus catholici regis domni Ranimiri cognomento bassilli et omnes pontifices regni vel atque / omnium aliorum multorum re[ligio]sorum episcoporum sive utriusque atque vidente]s^e quod ipsam sedem jam supertaxatam Septimanze non erat conveniens, nec inter reliqens^f sedes din[umer]ata^g nec honore pontifi[ca]li^h decorata, subjugavit eam domui sedis Legionensis, unde eam extraxerant, ut secundum quod antiquitus fuerant cuncta in diebus priorum suorum, sic [fieren]tⁱ / deinceps. Hoc decretum actum est in Legionensi s[ede]jⁱ.

Ideo ego famulus Christi Ranimirus in regno fultus jam superius nominatus unacum consensu amite mee alme regina domna Geloyra, Deo dicata, seu et cum omnis magnati palatii mei et voluntate episcoporum, domnus Rudesindus, domnus Ermegildus, domnus Didagus et domnus Theodemiru[s]^k / jubemus atque constituimus restituere civitatem Septimanze cum suis ojacentiis^l per partem sedis Legionensis et ad pontificem domnum Sisinandum et omnes alias de[cani]as^m vel adjunctiones reintegrare mandamus bene et legitime in propriis sedibus unde ablate fuerunt. Modo Deo annuente tornamus ad civitatem Asturizensem eccl[esi]asⁿ / de Campo de Tauro, per terminum de Autero de Fumus, usque quo vadit ad Astorganos et inde per Morarelia, secundum quod antiquitus ab ejusdem sedis episcopis cuncta fuerunt possessa, una cum ecclesiis jam supra nominatas de Bregantia et Alisti et Senabria, Tibres et Kaldellas, Caurelle, cum Carioga et Jurres, sicut eas obtinuistis quiete et pacifice in diebus / domni Ranimiri regis et filii sui Ordonii.

a. sic A', corr. fuerant d'après D. — b. lacune dans A' (tache), complétée d'après D. — c. lacune dans A' (tache), complétée d'après D. — d. sic A', corr. presidente d'après D. l'erreur a peut-être été commise par le scribe qui redessina les lettres effacées par une tache. — e. lacune dans A' (tache), complétée d'après D. — f. sic, aliquas D. — g. lacune dans A' (tache et pliure), complétée d'après D. — h. lacune dans A' (pliure), complétée d'après D. — i. lacune dans A' (tache), complétée d'après D. — j. lacune dans A' (tache), complétée d'après D. — k. lacune dans A' (pliure), complétée d'après D. — l. sic A', corr. adjacentiis d'après D. — m. lacune dans A' (pliure), complétée d'après D. — n. lacune dans A' (pliure), complétée d'après D.

Quod si aliquis eas inde auferre voluerit, auferat Dominus memoriam eorum et semen eorum de super terram, tam fatientibus quam consentientibus, vivens suis amborum a fronte careat lucernis et cum Juda traditore lugeat penas in eterna dampnatione et hanc scriptura stabilis sit per cuncta secula. Amen. /

Notum die xvi kalendas februarii, discurrente era DCCCC LXXII.

[col. 1] [*Chrismon*] Ranimirus princeps confirmans [*seing*]. [*Chrismon*] Geloyra Deo dicata confirmans [*seing*]. [*Chrismon*] Sub Christi nomine Rude[*seing et croix*]-sindus Dei gratia Iriensis episcopus confirmans [*croix*]. [*Chrismon*] In Christi potentia Ermigildus Lucensis episcopus confirmans [*croix*].

[col. 2] [*Chrismon*] In nomine Trinitatis et unione Deitatis, Didagus Ovetensis episcopus confirmans [*croix*]. [*Chrismon*] Sub Domini misericordia Theodemirus Dumiense sedis episcopus confirmans [*croix*]. [*Chrismon*] In Christi auxilio Gundisalus Astorizensis episcopus confirmans [*croix*]. [*Chrismon*] Sub imperio et auxiliiatoris excelsi Sisinandus Legionensis episcopus confirmans [*croix*].

[col. 3] [*Chrismon*] Fredenandus confirmans. [*Chrismon*] Froila Atilani confirmans. [*Chrismon*] Rudericus Belasconi confirmans [*seing*]. [*Chrismon*] Fredenandus Veremundi confirmans. [*Chrismon*] Gomez Didaz confirmans. [*Chrismon*] Nunnus Sarrazeni confirmans.

[col. 4] [*Chrismon*] Suarius Gundemari confirmans. [*Chrismon*] Nepotianus Didaz confirmans [*seing*]. [*Chrismon*] Garsea Purizelli confirmans. [*Chrismon*] Gundisalus Veremundi confirmans.

[col. 5] [*Chrismon*] Froila presbiter. [*Chrismon*] Gundericus diaconus et primicerius. [*Chrismon*] Suarius diaconus et primicerius. [*Chrismon*] Scemenus presbiter et primicerius. [*Chrismon*] Sunila presbiter. [*Chrismon*] Petrus diaconus, qui et notarius major. [*Chrismon*] Erifonsus diaconus, cognomento Ronsinus. [*Chrismon*] Adephonus diaconus. [*Chrismon*] Heroni pignus.

[à droite de la col. 5, verticalement] Honorius diaconus notuit [*seing*].

2

29 juillet 974 (1012 de l'ère)

Après avoir rappelé à l'évêque Gonzalo d'Astorga l'érection par Ordoño III d'un évêché à Simancas, confié à Ilderedus puis à Teodisclus, le bailli Ramire III et la reine Elvira lui confirment les décisions prises lors d'une assemblée royale, à savoir la restitution au siège de León de la ville de Simancas et au siège d'Astorga de la moitié des églises (la totalité C) du Campo de Toro.

B. Copie figurée de 1102/1124, parchemin, 540 × 240 mm, mauvais état de conservation (déchirures et taches), Archivo Diocesano de Astorga, pergaminos, n° I-3.

C. Copie falsifiée de 1102/1124, parchemin, 460 × 340 mm, mauvais état de conservation (déchirures et taches), Archivo Diocesano de Astorga, pergaminos, n° I-4.

D. Copie du XIX^e s., Archivo Diocesano de Astorga, ms 4/26, fol. 38.

a. P. RODRÍGUEZ LÓPEZ, *Episcopologio Asturicense*, 2, *op. cit.*, p. 452-455, ap. II-d (974), d'après C. – b. C. SÁNCHEZ ALBORNOZ, « El obispado de Simancas », *art. cit.*, p. 392-396, d'après B et C. – c. G. CAVERO DOMÍNGUEZ, E. MARTÍN LÓPEZ, *Colección documental de la catedral de Astorga*, 1, *op. cit.*, n° 129, d'après B et C.

Trad. : P. RODRÍGUEZ LÓPEZ, *Episcopologio Asturicense*, *op. cit.*, p. 452-455, ap. II-d.

Reg. : FRANCISCO MÉNDEZ, *Índice de las escrituras de la S. Iglesia de Astorga dentro y fuera de los tumbos* (XVIII^e s.), Madrid, Biblioteca Nacional de España, ms 4357, fol. 134v, n° 161 (C), fol. 141, n° 201 (B) ; A. QUINTANA PRIETO, M. C. CABERO DOMÍNGUEZ, *Catalogo de los pergaminos que se custodian en el Archivo Diocesano de Astorga*, *op. cit.*, n° I-3 (B) et 4 (C) ; M. LUCAS ÁLVAREZ, *El Reino de León en la Alta Edad Media*, vol. 8 : *Cancillertas reales astur-leonesas*, *op. cit.*, R1-251 (B).

[*Chrismon*] In^a nomine Patris et Filii videlicet Spiritus Sancti, qui est immensus permanentem in Trinitate, dominator sanctissimus^b, ipsi namque honor et gloria in secula seculorum^c. Ego quidem famulus Christi Ranimirus bausillus^d in regno fultus, una cum consensu amita mea / alme regina domna Giloyra^e, Deo dicata, vobis antestite^f nostro domno Gundisalvo^g episcopo^h in Domino Deo eternamⁱ salutem, amen. Ambiguum quidem esse non potest, set omnium caterva utriusque sexus scitum est atque notissimum permanet et in cunctis regibus omnibusque gentibus auditum fuit, eo quod elegit rex domnus^j Hordonius prolis / domni Ranimiri dive memorię episcopum^k in civis Septimanze nomine domnum Ylteredum, et hordinabit^l eam^m erigere et epulatum facere ex diocensio de cunctis sedibus. Tunc sane jussuⁿ regis adimpleverunt. Quam non erat^o in pontificalis hordo electa nec inter cunctarum sedibus prenotata sed domestica sedis Legione. / At nunc fuit cunctis diebus vite sue ipse domnus Hylderredus episcopus^p in cives ipsa et post eum domnus Teodiscus. Defunctus quidem domnus Theodiscus episcopus^q, pervenerunt in presentia scilicet regni hujus domni^r Ranimiri principis et gloriosa ejus amita et omnes pontifices : domnus Rudesindus, domnus Ermegildus^s, domnus Didagus seu / et domnus Theodemirus episcopus^t, atque cunctorum bene recti^u magnati palatii, et previderunt bene, elegerunt obtine, ut secundum fuit cuncta^v in diebus prioribus nostris, sic fiat ita. Quam ob rem cuncti nos desuper prefati^w hordinamus tornare ipsam civitatem cum suis adjacentiis post partem sedis Legionensem / et ad pontificem domnum Sisinandum, et omnes alias decanias vel cunctis adjunctionibus^x redeintegrare^y tornare in propriis sedibus antiquis unde aliquid abstulerunt. Idcirco nunc et deinceps tornamus etiam post partem sedis Asturicensem^z et vobis antistitem nostrum domnum Gundisalvum^{aa} episcopum^{bb}, vel ad eos qui post ibidem obtinuerint ordo, / medietatem^{cc} de ipsas decanias de Tauro ab omni integritate, secundum a prioribus de idem sedis fuit^{dd} prius possessa ; sic^{ee} nos contestamus et^{ff} firmiter confirmamus hanc ut[i]litem scriptura^{gg} et vobis sit perhenniter abitura^{hh}, atque perpetim ipsaⁱⁱ medi[etas sit posi]denda et religenda. Ita ut omnes ipsi monachij^{jj} seu et populi ad vestram / concurrant hordinationem et neminem hominem pretermittimus qui vobis ibidem fatiat aliqua disturbatione^{kk} nec inmodice in nulloque tempore. Nam si, quod absit, hunc factum nostrum aliquis homo infringere conaberit^{ll} aut dimutillare presumpserit^{mm}, in primis vivens suis amborum a fronte careat lucernis, / ignibusque ultricibusⁿⁿ cremetur cum opibus suis, atque in diem exanimis^{oo} cum Tartareis lugeat^{pp} penis, et cum Juda Christi traditore permaneat, in picea gehenna perhenniter cruciaturum in eterna dampnatione. Et insuper absolvat ad [partem regiam]^{qq} vel idem ecclesie^{rr} auri talenta dua, et hanc scriptura / stabilis sit per secula cuncta^{ss}. Notum die iii^o kalendas augustas era XII^a post millesima.

a. la première ligne de C est en lettres de petit module. – b. lacune (déchirure) dans C : dominat[or sancti]ssimus. – c. add. Amen C. – d. pusillus C. – e. Giloyra C. – f. antiste C. – g. déchirure C : [Gun]disalvo. – h. episcopo C. – i. eternam C. – j. déchirure C : re[do]mnus. – k. memorie episcopum C. – l. hordinavit C. – m. C, dans la marge de droite, sur la même ligne : eam (écriture identique). – n. jussum sic C. – o. déchirure C : no[n e]rat. – p. episcopus C. – q. episcopus C. – r. regni hujus domni B, regis jam supradicti C. – s. Hermegildus C. – t. episcopus C. – u. omis. bene recti C. – v. add. possessa C. – w. desuper prefati B, jam suprafati C. – x. adjunctionibus C. – y. redeintegrare tornare B, redeintegrare et bene legitime restituere C. – z. Asturicensem C. – aa. déchirure C : [Gun]disalvum. – bb. episcopum C. – cc. medietatem de ipsas decanias de Tauro ab omni integritate B, ipsas ecclesias de Campo de Tauro per terminis et locis suis antiquis, is est : per termino / de Autero de Fumus usque vadit ad Astorganos et inde per Morarelia C. – dd. fuit prius possessa B, fuit possessa primitus C. – ee. effacé (plure) C : [sic]. – ff. add. amodo et deinceps C. – gg. scriptura B, scripture plenitudinem habeat roborem C. – hh. habitura C. – ii. ipsa medi[etas sit posi]denda et religenda B, ipsas ecclesias religendas et possidendas C. – jj. clerici C. – kk. disturbatione C. – ll. conaverit C. – mm. add. tam quoslibet ex nostri generis, tam propinquis quam longinquis seu extranei C. – nn. ignibusque ultricibus B, ignisque ulceribus C. – oo. examinis C. – pp. effacé (plure) C : [lu]geat. – qq. ad [partem regiam] B, a pars regia C. – rr. ecclesie B, ecclesie C. – ss. secula cuncta B, cuncta secula. Amen. Facta scriptura firmitatis C.

[col. 1] [*Chrismon*] Ranimirus princeps confirmans [*seing*]. [*Chrismon*] Giloyra^{tt} Deo dicata confirmans [*seing*]. [*Chrismon*] Sub Christi nomine Rudesindus Dei^{uu} gratia episcopus Iriense sedis confirmans [*croix*] [*croix*]^{vv}. [*Chrismon*] In Christi potentia Ermegildus Lucense sedis episcopus^{ww} confirmans [*croix*]. [*Chrismon*] In nomine Trinitatis et unione Deitatis Didagus, Oriense sedis^{xx} episcopus confirmans [*croix*]. [*Chrismon*] Sub Domini misericordia Theodemirus Dumienne sedis episcopus^{yy} confirmans [*croix*]. [*Chrismon*] In Christi ausilio Gundisalbus Astoricense sedis episcopus confirmans [*croix*]. [*Chrismon*] Sub imperio et ausiliatoris^{zz} excelsi Sisinandus Dei^{aaa} gratia Legionense sedis episcopus confirmans [*croix*]. [*Chrismon*] Fredenandus Flaini^{bbb} confirmans^{ccc}.

[col. 2] (*Chrismon*) Froyla^{ddd} Gilani confirmans. [*Chrismon*] Rudericus^{eee} Belasconi confirmans. [*Chrismon*] Fredenandus Vermudi confirmans^{fff} [*seing*]. [*Chrismon*] G[omez] Didaci^{ggg} confirmans [*seing*]^{hhh}. [*Chrismon*] Nunius Sarrezenⁱⁱⁱⁱ confirmans. [*Chrismon*] Suarius Gundemari^{jjj} confirmans. [*Chrismon*] Nepotianus Didaci^{kkk} confirmans^{lll}. [*Chrismon*] Garsea Puricelli confirmans. [*Chrismon*] Gundisalvus Veremudi^{mmm} confirmansⁿⁿⁿ.

[col. 3] [*Chrismon*] Froila presbiter. [*Chrismon*] Gundericus diaconus et primiclerus. [*Chrismon*] Savaricus diaconus et primiclerus. [*Chrismon*] Scemenus presbiter et primiclerus. [*Chrismon*] Sunila presbiter. [*Chrismon*] Petrus diaconus qui est notarius major. [*Chrismon*] Erifonsus, diaconus cognomento Ronsinus. [*Chrismon*] Adelfonsus diaconus. Heroni Pignus^{ooo}.

[à droite de la col. 3, verticalement] Pelagius notarius regis notuit [*seing*].

tt. Giloyra Deo dicata *B*, Geloira Deo dicata regina *C*. – uu. Dei gratia episcopus Iriense sedis *B*, Iriensis episcopus *C*. – vv. *omis. croix C*. – ww. episcopus *C*. – xx. Oriense sedis *B*, Auriensis *C*. – yy. episcopus *C*. – zz. auxiliatoris *C*. – aaa. Dei gratia Legionense sedis episcopus *B*, Legionensis episcopus *C*. – bbb. Flainiz *C*. – ccc. *add. croix C*. – ddd. Froila *C*. – eee. *effacé (pliure) C* : Rud[eric]us. – fff. *déchirure C* : Fr[edenandus Vermudiz confirmans]. – ggg. Didazi *C*. – hhh. *omis. seing C*. – iii. *effacé (pliure) C* : N[unius Sa]rraceniz. – jjj. Gundemariz *C*. – kkk. Didazi *C*. – lll. *add. seing C*. – mmm. Veremudiz *C*. – nnn. *add. Chrismon Chrismon C*. – ooo. Pionus *C*.